

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Auguste Beernaert
La bataille d'Oud-Stuvekens
Le palio de Sienna
Pierre-Paul Rubens
Qu'est-ce que le capitalisme ?
Le catholicisme allemand
La position philosophique de M. Gonzague Truc

Comte Renaud de Briey
Martial Lekeux
Alexandre Masseron
Paul Lambotte
Fernand Deschamps
Dr Hans Rost
Léopold Levaux

Les idées et les faits : Chronique des idées : Auguste Beernaert. Mgr J. Schyrgens. — France.
— Angleterre.

La Semaine

♦ Gros, très gros échec de M. Vandervelde, à Genève. On a beau dire et répéter que la non réélection de la Belgique au Conseil de la S. D. N. ne vise en aucune façon notre pays, mais est une manifestation en faveur des principes mêmes qui sont à la base de la S. D. N., il reste que M. Vandervelde a posé la candidature de la Belgique et que cette candidature a été écartée. Dans la mesure même où cette élection s'est faite sur le principe du « roulement », c'est-à-dire sur la convenance qu'il y a de faire défiler successivement toutes les nations au sein du Conseil, notre ministre des Affaires étrangères est vraiment impardonnable de nous avoir exposé à un échec aussi retentissant et aussi cuisant. Et ceux qui croient plaider les circonstances atténuantes en insistant sur le fait que c'est par principe, et malgré que ce fut la Belgique, que l'on a voté contre elle, loin d'innocenter notre représentant à Genève, l'accablent lourdement, car M. Vandervelde eût dû être au courant de ces objections de principe. Ou il était sûr de notre réélection, et alors il s'est trompé comme il n'est pas permis à un diplomate de se tromper, ou il avait le moindre doute sur le résultat et alors il a agi avec une inconcevable légèreté.

Que si notre amour-propre et même un peu notre honneur national sortent fort humiliés de l'aventure, celle-ci pourtant ne doit pas être exagérée et on comprend que le Conseil des Ministres ait été unanime à approuver les paroles prononcées par M. Vandervelde après le vote qui nous éliminait. Oui, il faut que la Belgique continue à faire tout ce qu'elle peut pour que les efforts de Genève aboutissent...

♦ Mais il faut bien reconnaître que les optimistes et les pacifistes vivent de fort mauvais jours ! Car ce pendant qu'à Genève M. Stresemann fait le doucereux, prodigue les mamours et ne parle que de paix, là-bas, en Prusse orientale, un Hindenburg en casque à pointe, entouré de tout ce que le Reich compte de généraux, de militaristes, de nationalistes, et de revanchards, un Hindenburg, chef d'Etat, parlant au nom du pays qu'il incarne, et ayant à ses côtés le chancelier du Reich, tient les propos les plus provocateurs.

A Genève on discute désarmement. La France affirme — et avec combien de raison — que sa sécurité doit être assurée avant qu'elle puisse désarmer. L'Allemagne réplique que cette sécurité est garantie et que d'ailleurs on l'a, elle, l'Allemagne, complètement désarmée, qu'il faut une loi égale pour tous, et que la paix ne sera véritablement assurée que si toutes les nations sont mises dans le même état de désarmement que l'Allemagne.

Si vous ne désarmez pas comme vous nous avez obligé de le faire, votre armement constituera une menace perpétuelle pour l'Allemagne, s'est écrit le comte Bernstoff !!

Heureusement qu'avec les Allemands on peut toujours escompter la gaffe. Ces psychologues de laboratoire sont d'une ignorance insigne en fait de vraie psychologie. Quel coup à la politique des concessions à perpétuité que ces casques à pointe de Tannenberg, ces fanions, ces troupes, ce défilé, tout cet appareil guerrier, et ces discours surtout, où est affirmé l'innocence de l'Allemagne, pour qui « la guerre n'a été qu'un suprême moyen de défense imposé à la

nation entourée d'ennemis... » et que l'armée allemande a le cœur et les mains purs...

Et voilà où nous en sommes neuf ans après la Victoire du Droit !

♦ Si Outre-Rhin on travaille fébrilement à restaurer l'Allemagne impériale et impérialiste, le spectacle qu'oppose la faiblesse française à cette force qui se reconstruit n'est guère encourageant. L'ambassadeur des Soviets à Paris a ouvertement prêché et encouragé la désertion de soldats français. Il est toujours à son poste. M. Coty, qui mène avec un grand courage sa campagne anti-communiste, vient de révéler que vingt mille réservistes (sur 180,000) ont pris part aux échauffourées révolutionnaires récentes dans les camps français, et que M. Painlevé trompe sciemment à ce sujet, et le Parlement, et l'opinion publique.

♦ Paris et la France font une réception grandiose à l'American Legion. De même que la résistance de la Belgique à l'invasion a permis la mobilisation française, de même l'appoint américain a assuré la Victoire. Certes, les Etats-Unis ont perdu à la guerre relativement peu d'hommes, et elle leur a rapporté beaucoup d'argent, mais enfin, ils eussent pu se contenter de l'argent et refuser les hommes....

A voir les légionnaires qui passaient par Bruxelles et à lire le compte rendu des fêtes de Paris, une chose frappe vivement l'esprit. D'aucuns parleront de puérilité. Oui, il y a une certaine dose de puérilité dans ces uniformes éclatants, dans cette mise en scène brillante. Mais il n'y a pas là que de la puérilité. Il y a surtout un hommage à la vraie psychologie de toute autorité; il y a des façons de faire, inconscientes peut-être, naturelles et favorables à l'ordre social.

On a pu sourire en voyant ces rouges et ces ors, ces panaches et ces cuivres, ces gestes et ces cris. Souriez, mais admirez ! Chez nous, un siècle de démocratisation à outrance a, petit à petit, dépouillé l'autorité de tout éclat extérieur, de tout appareil pompeux, de tout ce qui en impose aux foules. L'armée même s'est vue « neutralisée » à cet égard, et il ne reste plus dans nos sociétés démocratiques que les pompes de l'Eglise, la liturgie catholique, pour revêtir et entourer l'autorité du prestige et de l'éclat que réclament les conditions normales de notre humaine nature.

Aussi autorité civile et autorité militaire ont-elles beaucoup pâti de cette démocratisation. A légiférer pour l'homme idéal, et idéalement bon, on a oublié les pauvres mortels en chair et en os sur lesquels la mise en scène et le panache exerceront toujours la plus grande influence. Et à priver l'autorité de cette salutaire influence-là, on a livré chaque jour davantage le « pauvre peuple » qui ne demande qu'à être « soumis » à un pouvoir juste et fort, aux passions égalitaires et aux nuées anarchiques.

Mais voilà qu'un peuple jeune, un peuple encore un peu enfant, retourne, rien que par le libre jeu d'une vie normale, à certaines conditions naturelles de la vie en commun : les couleurs, le bruit, la mise en scène, bref les choses sensibles au service de ce principe spirituel, essentiel à toute vie sociale : l'autorité.

Auguste Beernaert

« Repos ailleurs ».
(Devisé de Beernaert.)

Un jour d'octobre de l'année 1901, j'entrai pour la première fois, fort intimidé, dans le cabinet de travail de Beernaert, rue d'Arlon, ayant pour toute recommandation, une lettre de mes professeurs et la peau d'âne de mes diplômes universitaires. L'accueil fut aimable mais froid et réservé, et je compris, à mon vif désappointement, que mon illustre « patron » me considérait comme un stagiaire honoraire. Il prit le dossier d'une vieille affaire, classée depuis longtemps, pour me faire faire un premier travail *in anima vili*, puis, se ravisant tout à coup, heureusement pour moi, il me tendit une autre farde. Il s'agissait d'une importante consultation juridique sur laquelle l'un des maîtres du Barreau avait donné un premier avis. J'emportai avec émotion les documents chez moi et, trois jours plus tard, avec une émotion plus grande encore, sans oser l'apporter moi-même, je faisais remettre à M. Beernaert, une note défendant une thèse diamétralement opposée à celle de M^e X. ! Le lendemain, je recevais le mot suivant, dont la forme, lapidaire et caustique, n'étonnera point les anciens amis du grand homme : « Merci. David a vaincu Goliath. — A. BEERNAERT. »

C'est dans ces conditions que je commençai une collaboration qui devint bien vite intime et familière et devait se poursuivre pendant six années.

Ce souvenir me revient à l'esprit — au milieu de combien d'autres ! — au moment où, trop rapidement, hélas ! on me demande de dresser la silhouette de celui qui, homme d'Etat, juriconsulte, mécène des arts, était, comme on l'a très justement qualifié, « un homme qui faisait honneur à l'homme ».

* * *

Auguste Beernaert naquit à Ostende, le 26 juillet 1829; il mourut à Lucerne, le 6 octobre 1912. Pendant ces quatre-vingt-trois ans, il exerça, dans les domaines les plus variés, une activité réellement prodigieuse. Dès l'âge de douze ans, il correspond régulièrement en latin avec son grand-père. Il songe à cette époque à devenir peintre. A dix-sept ans, il entre à l'Université de Louvain, n'ayant en d'autre professeur que sa mère, « à l'exception d'un maître de danse ».

Docteur en droit, avec la plus grande distinction, une bourse d'études lui permet d'aller travailler à Paris, Berlin et Heidelberg. Il revient ensuite à Bruxelles et fait son stage chez M^e Dolez, libéral modéré. Il se consacre alors entièrement au Barreau, devient avocat à la Cour de cassation, à trente ans, et ce n'est que le 23 octobre 1873 — à quarante-quatre ans ! — que celui qui va devenir l'une des gloires les plus pures du Parlement, entre dans l'arène politique comme ministre des Travaux publics du cabinet Malou (1).

En 1878, le cabinet Malou est renversé pour revenir au pouvoir en 1884. Beernaert y retrouve son ancien portefeuille, puis, trois

(1) Après avoir échoué à Soignies, Beernaert fut élu en juin 1874, député de Thielt qu'il ne cessa de représenter jusqu'à sa mort. Pour ces détails, biographiques, consulter une attachante notice du baron CARTON DE WIART parue en 1913 : *Auguste Beernaert, sa vie et son œuvre*.

mois plus tard, à la suite de la démission de MM. Woeste et Victor Jacobs, il prend la présidence du Gouvernement qu'il gardera dix années consécutives.

Ne pouvant songer, dans ces courtes pages, à faire un portrait d'ensemble, force m'est de négliger le rôle de Beernaert au Barreau et dans les assemblées internationales, où son influence fut considérable. Bornons-nous, avant de nous résumer dans un essai de synthèse, à jalonner de quelques traits, sa vie publique.

* * *

Chose étrange ! Nul ne semble avoir songé jusqu'à présent, à associer le nom de Beernaert à la victoire des Alliés alors que chacun sait la part qui y eût la résistance des forts de Liège.

Beernaert prit dans ce domaine, l'une des initiatives les plus méritoires de sa longue carrière. Il avait été très impressionné par la lecture d'un mémoire de Banning qui, dès 1882, écrivait ces lignes prophétiques : « L'Allemagne est prête; elle désire que le choc qu'elle considère comme inéluctable, éclate le plus tôt possible. » — De son côté, le roi Léopold II adressait, le 25 décembre 1886, à son Premier ministre cette lettre non moins remarquable : « Nous avons nos fortifications et notre armement à compléter et cela sans retard si nous ne voulons pas être surpris par les événements et peut-être en devenir le théâtre (1). »

Beernaert se mit à l'œuvre sans retard et, en dépit de l'opposition de sa propre majorité, il parvint à faire voter en 1887, par 80 voix contre 41, le projet de loi accordant les crédits nécessaires à la fortification de la Meuse. Malgré ces précautions, suivant la crainte du Roi, la Belgique fut, en 1914, le théâtre des hostilités mais l'arrêt de Liège permit le redressement de la Marne et le nom de Beernaert doit être inscrit à côté de celui de Lemans dans les fastes de l'Histoire.

Beernaert d'ailleurs n'entendait point se borner à élever des forteresses vides. Dans un admirable discours, prononcé le 5 juillet 1887, il suppliait le Parlement d'unir toutes les classes sociales pour la défense du pays en mettant fin au régime inique du remplacement. Il rappelait l'aphorisme de Tocqueville : « L'élite de la Nation évite la carrière des armes parce que cette carrière n'est pas honorée et elle n'est pas honorée parce que l'élite de la Nation n'y entre pas. »

Hélas ! il devait appartenir à un autre de réaliser cette réforme et à la fin de sa vie, sous la pression de comités électoraux et l'influence des congrès pacifistes, Beernaert se laissa bercer de dangereuses illusions.

Ce n'est point ici un panégyrique sans ombre que nous entendons tracer et puisque la *Revue* a fait appel à mes souvenirs personnels, force m'est bien de rappeler l'entrevue si pénible que j'eus avec mon maître vénéré, dans les couloirs du Parlement, en 1909, au moment où je vins le supplier, presque à genoux, de ne point renier son passé en refusant de voter le projet Hellebaut sur le service général.

(1) Cité comme les autres lettres dont nous parlerons plus loin dans : *Léopold II et Beernaert*, par feu M. Edouard VAN DER SMISSSEN, professeur à l'Université de Liège, Bruxelles, Goemaere, 1920.

Beernaert se refusa et, cependant, en 1907, à la deuxième Conférence internationale de la Paix, un incident hautement significatif l'avait vivement frappé. — Par une déclaration unanime faite en date du 29 juillet 1899, les Puissances avaient prohibé le lancement de projectiles et d'explosifs du haut des ballons, interdiction toute platonique puisqu'à cette date, l'absence de dirigeable et d'aéroplanes rendait cet engin impropre à la guerre. L'engagement de 1899 n'ayant été pris que pour une durée de cinq années, la délégation belge prit l'initiative d'en proposer le renouvellement en 1907 mais, à ce moment, l'invention des dirigeables modifiait la situation et, malgré tous les efforts de Beernaert, il fut impossible de rallier les suffrages des grandes Puissances subsistant l'influence occulte mais très efficace du baron Marschall de Bieberstein, premier délégué allemand qui, en toutes circonstances, s'efforça d'annihiler les efforts réellement efficaces.

Je me souviens que cet incident avait causé une cruelle déception à Beernaert : Au moment même où une mesure devenait opérante, on la supprimait ! Preuve manifeste du peu de foi que l'on pouvait avoir dans les tapageuses manifestations du pacifisme !

Malgré tout, Beernaert se refusa à croire que les nations de proie pourraient résister longtemps à la « vague de fond », qui pousait, croyait-il, l'humanité vers une paix définitive.

En clôturant les travaux de la deuxième Commission de la Conférence, qui avait pour objet les lois et coutumes de la guerre, il déclarait : « Tous, nous avons compris qu'il y avait quelques sacrifices à faire en vue de l'unité du Droit et du respect de la neutralité, et si, dans cette double voie, l'avenir aura à réaliser de nouveaux progrès, au moins avons-nous fait un grand pas et un sage l'a dit : « il n'y a que le premier pas qui coûte. » (1).

Illusions dont, après l'expérience de 1914, il est trop facile de voir le danger mais dont il serait tout aussi injuste de nier la générosité.

* * *

Le nom de Beernaert restera indissolublement lié à celui de Léopold II dans la grande œuvre coloniale. C'est ici tout un volume qu'il faudrait écrire et c'est un volume qui eût été écrit si le pauvre Édouard van der Smissen eut vécu. En traçant, au fil des idées, ces lignes trop rapides, je songe avec mélancolie à la nombreuse documentation réunie en vue de l'œuvre que nous devons poursuivre ensemble et qui gît — pour combien de temps ? — dans une malle solitaire...

Avec Lambertmont, c'est à Beernaert que le roi Léopold II fut redevable de la reconnaissance de l'Association internationale du Congo, à titre d'Etat souverain, par la Conférence de Berlin. C'est Beernaert qui obtint des Chambres, l'autorisation pour le Roi, de régner sur les deux Etats. C'est Beernaert encore, qui, en dépit de furieuses oppositions, fit voter successivement, par le Parlement, les ressources qui permirent au nouvel Etat de ne point faire faillite. C'est Beernaert, enfin, qui, en 1890, contre un nouveau prêt de 25 millions, fit consacrer pour la Belgique le droit formel d'annexer le Congo conformément au testament royal.

Les deux grands hommes furent si intimement unis dans l'œuvre congolaise qu'au moment où celle-ci parut sur le point de sombrer, faute de ressources, Beernaert, pour la sauver, à l'exemple du Roi, offrit d'abandonner toute sa fortune personnelle. Le Roi, un instant ébranlé, repoussa cette offre trop généreuse. Il écrivait au baron Lambertmont, le 6 mai 1889 : « Je me suis laissé gagner par la patriotique folie de M. Beernaert. Veuillez le remercier de ma part et le dégager de sa parole. » L'Histoire ratifiera le mot

de Léopold II à son ancien ministre auquel il écrivait, après sa démission :

« Si le Congo existe, c'est grâce à nous. » (Lettre du 2 décembre 1894.)

Ainsi, la fondation du Congo, auquel la Belgique devra peut-être son salut, comme le maintien de l'existence nationale, dans la tourmente de 1914, sont dus pour une large part, à Auguste Beernaert.

* * *

Un jour, au cours d'un banquet électoral offert dans les ruines de l'abbaye de Villers, Beernaert qui voulait faire de son modeste collaborateur, son successeur politique, l'invita inopinément à parler de... saint Bernard! — Pris de court, je m'en tirai par un abominable jeu de mots en m'excusant de parler, non pas du Bernard de Clervaux, mais du... Beernaert de Boitsfort! « Tous deux n'étaient-ils point d'admirables orateurs, animés d'un même souffle d'apostolat? A côté d'une œuvre morale admirable, Bernard a construit des cathédrales et des abbayes mais, nous en avons la preuve sous les yeux, leurs pierres s'effritent, leurs murs s'écroulent. Beernaert a élevé un monument à l'abri des atteintes du temps. Il est fait d'améliorations sociales et de progrès économiques. La Belgique reconnaissante ne l'oubliera pas!... »

Ce n'était point là, de ma part, une vaine rhétorique mais l'expression très sincère de ma pensée.

Beernaert joua dans le domaine social, le rôle d'un véritable initiateur et le fait est d'autant plus frappant que le milieu dans lequel il vécut dans sa jeunesse le prédisposait plutôt à subir l'influence de l'école manchestérienne. Beernaert eût l'un des premiers dans les rangs conservateurs, l'intuition de la vérité profonde de cet axiome de Lacordaire : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la contrainte qui libère. »

Dans la séance de la Chambre du 13 février 1878, le baron Kervyn de Lettenhove — dont je suis heureux de pouvoir associer ici le nom à celui de Beernaert — adressait au ministre des Travaux publics, ce précieux éloge : « C'est la première fois que nous avons vu, dans la séance d'hier, un membre du Gouvernement se lever du banc ministériel et déclarer, dans un langage éloquent et généreux, qu'il fallait donner satisfaction aux réclamations qui, depuis longtemps, s'étaient élevées en faveur des jeunes ouvriers, dont on a dépeint souvent la situation comme méritant toute la sollicitude du législateur. »

On peut affirmer que, dans son origine, toute notre législation sociale est issue de la Commission d'enquête instituée par Beernaert en 1886 et à laquelle Hector Denis rendait hommage en se déclarant honoré de faire partie du Comité constitué pour l'érection du monument qui sera inauguré à Ostende, le 25 septembre prochain.

Je ne puis songer à refaire ici — même très superficiellement — l'histoire de la revision constitutionnelle à laquelle Beernaert consacra trois années d'un dur labeur (1).

Une double préoccupation l'animait :

D'une part, il était persuadé qu'il était inadmissible et injuste que 134.000 électeurs décidassent souverainement du sort d'un peuple de plus de 6 millions d'habitants, et, d'autre part, il était non moins convaincu du danger de laisser à l'état amorphe le suffrage généralisé. Comment, d'un côté, étendre le droit de vote et de l'autre, l'organiser, telle fut constamment la pensée directrice de Beernaert. La solution qui finalement prévalut — premier essai d'organisation du suffrage universel — était loin de répondre aux desiderata de Léopold II comme de son ministre. Elle présentait, à leurs yeux, deux graves lacunes.

(1) Deuxième conférence internationale de la Paix. Actes et documents, t. III, p. 89, La Haye 1907.

(1) La proposition de révision fut déposée le 27 novembre 1890; le vote définitif eut lieu le 9 septembre 1893.

Appuyé par lord Salisbury et Anatole Leroy-Beaulieu, Beernaert avait fait adopter au Roi le principe du *Referendum* dans lequel il voyait un correctif au régime des partis en permettant de briser, au profit de l'intérêt général, la coalition des intérêts particuliers (1).

Avec le sens aigu des réalités qui le caractérisait, Beernaert, persuadé que la politique est la science des occasions, se résigna au suffrage plural proposé par Nyssens, mais la formule idéale resta toujours pour lui comme pour Léopold II, la représentation des intérêts (2).

Dans la revision constitutionnelle comme dans toute son action politique, la caractéristique de Beernaert fut la sagesse et la mesure, fidèle au mot d'ordre donné par lui en 1884 au parti catholique : « Nous étonnerons le monde par notre modération. »

A la même époque, le Roi exprimait la même pensée à son ministre : « Pour avoir le Pays avec soi, il faut être sage. » (Lettre du 29 août 1884.)

* * *

Le 17 mars 1894, M. Beernaert remit au Roi la démission collective du Cabinet, non pas seulement — comme on l'a cru — à cause d'un vote des sections de la Chambre hostile à la R. P., mais aussi et surtout, à cause des tendances protectionnistes de la majorité exprimées dans un amendement de M. Mélot, M. de Burlet a dressé le procès-verbal authentique des adieux pathétiques du grand Roi et du grand ministre. Je n'en reproduirai que les dernières lignes :

« Le Roi fort pâle baissa la tête, des larmes coulèrent de ses yeux et ne pouvant davantage contenir son émotion, il sanglota pendant plusieurs minutes. L'émotion gagna tous les ministres.

» M. Beernaert très pâle aussi, et vivement impressionné dit au Roi : « Sire, je ne sais comment exprimer à Votre Majesté, le chagrin que j'éprouve de l'émotion dont je suis pour le Roi la cause involontaire. »

» A ce moment le Roi prend la parole et dit : « Je ne rougis pas devant mes ministres des larmes que je verse en ce moment ; le Conseil comprendra cette émotion puisqu'il la partage ; elle n'est que trop naturelle, et je ne trouve pas de mots qui puissent exprimer suffisamment ma reconnaissance pour les services éminents que durant ces dix années consécutives M. Beernaert a rendus à son pays et à son Roi par son travail, son talent et son incomparable dévouement. Puisqu'il abrite sa résolution sous sa dignité et son honneur politiques, je ne me crois pas autorisé à insister davantage. »

* * *

Comment après de telles paroles et le lien d'une si grande œuvre accomplie ensemble, Léopold II et Beernaert ont-ils pu se séparer ?

L'origine première du refroidissement de leurs relations doit certainement être trouvée dans la « commercialisation » de la politique royale en Afrique. Avec un noble franchise, Beernaert en avait un jour averti le Souverain : « Le Congo qui vous a fait grand peut vous perdre » (3).

Cependant, des rapports intimes se maintinrent même après la chute du Cabinet Beernaert et il semble que l'incident qui y mit fin soit la rédaction par Beernaert de la lettre collective que le ministre suivant, présidé par M. de Burlet, adressa au Roi pour protester contre l'emprunt de Browne de Tiège réalisé par l'Etat du

(1) D'après une note inédite de Beernaert.

(2) Voir une lettre du Roi à Beernaert à propos du Sénat, en date du 10 avril 1893. VAN DER SMISSEN, *ouv. cit.*

(3) Le canevas de cet entretien qui eut lieu le 21 juillet 1891, a été conservé par Beernaert. Il est reproduit dans l'ouvrage de M. VAN DER SMISSEN, t. II, p. 213.

Congo à l'encontre des engagements pris envers la Belgique (1). En tous cas, l'interruption de la correspondance coïncide exactement avec cette date.

Malgré tout, Léopold II et Beernaert ne furent jamais indifférents l'un à l'autre. Le baron Carton de Wiart, qui les a connus intimement l'un et l'autre, l'a justement écrit : « Ces deux grands hommes avaient cessé d'être amis mais dans leur désaccord, la nostalgie de l'ancienne amitié a toujours subsisté et ils ont été aux heures décisives de notre existence nationale, deux collaborateurs trop intimement unis pour que l'histoire sépare jamais leurs noms ».

Quand une question juridique particulièrement délicate se présentait, à propos des chemins de fer belges en Chine par exemple, le Roi s'empressait de recourir à Beernaert et lui marquait ensuite sa reconnaissance en lui faisant remettre... un remède pour ses rhumatismes, ou plus élégamment, en envoyant une bonbonnière à M^{me} Beernaert qui, sans partager aucunement la vie intellectuelle de son mari, fut toujours l'ange tutélaire du foyer auquel elle apportait sa grâce et son cœur.

Au moment de terminer ces pages qui ont réveillé en moi de si précieux souvenirs, je revois Beernaert dans son cabinet de travail, au milieu d'une marée toujours montante de papiers dans lesquels seul, le fidèle Victor avait le droit de mettre un peu d'ordre. Un coude appuyé sur la table, soutenant la tête puissante, il regardait en face son interlocuteur avec une telle force d'observation et une telle pénétration d'intelligence, qu'au bout d'une heure de conversation, il l'avait littéralement « vidé ». Absorbé par un labeur immense, Beernaert lisait peu, mais il avait la devination des hommes qui pouvaient apporter un aliment à son appétit intellectuel aussi formidable que son appétit physique. Pas un homme intéressant dans quelque domaine que ce fût — art, science, politique, histoire, religion — ne traversait la Belgique sans être invité rue d'Arlon ou, en été, à Boitsfort, dans la villa « Parva » puis, à « Miravalle » dont il aimait à faire admirer le parc accidenté, petite Suisse, en miniature, qui avait même, disait-il, son lac des « quatre can(e)tons »...

J'ai déjà au début de ces pages, indiqué le tour caustique et spirituel de son esprit. On en a cité bien des traits, telle cette dédicace placée sous son portrait offert à un jeune ministre : « Vieille lune à soleil levant » ou ce mot dit à un astronome auquel, par erreur, il présentait un écrivain célèbre connu de lui : « C'est juste, vous connaissez toutes les étoiles. »

Ce que l'on ignore plus souvent, c'est que Beernaert avait une sensibilité aiguë que, ni le temps, ni les épreuves, n'émoussèrent jamais. Il souffrait de la moindre attaque, il jouissait immensément de la plus petite attention. Sa générosité était sans limites.

Je me souviens qu'un jour, un évêque canadien ayant très indiscretement voulu lui soutirer une somme importante pour construire une cathédrale, Beernaert, déjà assailli de demandes pour les œuvres belges, se fâcha. J'assistais à la scène et en attendis, avec quelque scepticisme, le dénouement. Je l'appris le lendemain où ayant à dessein reparlé de la demande inconvenante de la veille, Beernaert, embarrassé, comme un élève pris en défaut, me répondit : « Que voulez-vous ? — Il a tant insisté ! »

Beernaert conserva jusqu'à sa mort, une jeunesse d'esprit merveilleuse. Il s'assimilait les idées les plus nouvelles avec une facilité extraordinaire mais en les transformant, les élargissant et les transportant sur un plan nouveau. Si l'on veut d'un mot résumer le trait caractéristique de sa personnalité, on peut dire : Cet homme, dans toutes les manifestations de son activité, était *grand*.

On a dit de Léopold II que l'exiguïté des frontières belges le

(1) C'est la conclusion à laquelle nous arrivâmes dans un échange de vues qui eut lieu, à ce sujet, le 6 mars 1920, entre M. Auguste Mélot, feu M. M. Édouard van der Smissen et l'auteur de ces lignes.

aisait souffrir comme un géant dans une cave. On peut en dire autant de Beernaert. Dans un petit pays dont la mentalité est trop souvent villageoise, il avait les conceptions d'un Richelieu. Il aurait pu signer lui-même la lettre que lui adressait le Roi le 22 septembre 1889 : « Il y a des jours dans la vie des peuples où il faut savoir aller de l'avant vers la fortune sous peine de rétrograder... Un pays doit grandir ou décliner. »

En entrant dans la carrière publique, les hommes d'Etat ont à choisir entre deux maîtres dont les causes sont le plus souvent opposées : Ou bien servir l'opinion publique, malgré ses égarements ; et connaître un succès aussi brillant qu'éphémère ; ou bien servir l'intérêt national, malgré ses exigences, et méprisant « la vaine écume de la popularité » (1), attendre avec sérénité, le verdict de l'Histoire.

Entre ces deux voies, Beernaert comme Léopold II, ont choisi la seconde et c'est pourquoi leurs noms, indissolublement unis, ne cesseront de grandir dans la mémoire des bons citoyens.

Comte Renaud DE BRIEY.

La bataille d'Oud-Stuvekens

Or, un des premiers jours d'août 1914, le facteur vint annoncer aux vieilles « moeders » : « *t is oorlog* — c'est la guerre ! ». Chacun réfléchit à cette parole, le menton dans la main, cherchant à évaluer la portée de l'événement par rapport au village. Celui-ci, malgré le départ précipité des jeunes, ne perdit pas son calme ; il semblait tellement évident que la guerre ne pourrait jamais arriver jusqu'au lieu de sa retraite profonde.

Quand les clochers de Dixmude et tous les clochers de l'horizon sonnèrent le tocsin, la tour, qui n'avait plus de cloches, continua simplement à prier.

Et puis les choses se gâtèrent. On entendit le bruit lointain du canon. Et le bruit se rapprocha, se rapprocha... et la verte contrée fut prise dans l'orage.

Le 15 octobre, des soldats apparurent au pont de Tervaete, harassés, fourbus, traînant la jambe ; puis toute une division, la quatrième, passa le pont derrière eux. Ils marchaient depuis Anvers, contenant les « gris ». Et de tous les côtés convergeaient vers l'Yser des bataillons poudreux, rendus, vaincus par la fatigue avant de livrer bataille. Cela ne promettait guère, pour arrêter l'armée allemande qui suivait.

Et pourtant on allait se battre, là, sur l'Yser, disait-on, car le Roi venait de lancer la proclamation qui annonçait la fin du recul et la résistance à outrance. D'ailleurs, au bout de deux jours, les Français arriveraient...

Ceux qui avaient passé à Tervaete bivouaquèrent le soir dans les prés saturés d'eau. Ils arrachèrent pieux et taillis à Vicogne pour allumer les feux et s'endormirent dans l'herbe, frissonnants de froid, de faim et d'une fatigue trop lourde.

Le lendemain, le canon tonna devant Dixmude : la bataille commençait.

Autour de Stuyvekenskerke, les troupes non encore engagées passèrent deux jours à faire des tranchées dans la digue du fleuve, à se construire des abris et à piller vergers et poulaillers pour remplacer le ravitaillement : les habitants comprirent alors : une peur passa sur eux : ils commencèrent à fuir, abandonnant,

(1) Mot de Léopold II, sur son lit de mort, à M. Schollaert.

le cœur gros, leurs pauvres jolies maisons, et les vaches dans les pâtures.

Puis la bataille grandit, sur la gauche d'abord, où Lombartzyde et Saint-Georges semblaient noyés dans un ouragan, et en avant, vers Beerst et Keyem, puis s'étendit tout le long du fleuve, de Nieuport à Dixmude. Le 20, nos troupes, rejetées de la rive droite, s'accrochaient désespérément aux berges, devant l'ennemi qui grossissait toujours, comme une marée...

Et les Français n'arrivaient pas, si ce n'est à Dixmude, où les « demoiselles à pompon », avec notre division de Liège, soutenaient d'effroyables assauts.

La digue de l'Yser s'était hérissée de flammes, empanachée de fumée ; la fusillade emplissait l'air d'un assourdissant vacarme ; derrière les deux Stuyvekenskerke des batteries tiraient fiévreusement, et parfois une pièce, au galop, allait s'encaster dans la digue pour canonner l'ennemi à bout portant. Le pays entier disparaissait sous un déluge d'obus qui empuantait l'air ; le sol trépidait sous leurs secousses, et les belles fermes, éventrées s'écroulaient dans des nuages roses et jaunes.

On tenait, malgré tout. Mais les prés se couvraient de cadavres, et, de toutes parts, refluaient des hommes mutilés, défigurés, sanglants, qui se traînaient en gémissant, demandant « à boire, par pitié... » Ceux des tranchées étaient au bout de leurs forces : à court de munitions, sans réserves, ce n'était plus qu'un mince cordon de misère, et tout faisait craindre que, sous la poussée, un point ne vint à céder de cette ligne trop tendue, entraînant la débâcle de tout le reste. Jusqu'à quand tiendrait-on encore ?

Or, le 22, la ligne céda. Depuis quarante-huit heures, la boucle de Tervaete était soumise à une effroyable canonnade. A la faveur de ces feux, les Allemands s'emparèrent la nuit d'une passerelle, traversèrent le fleuve, s'infiltrèrent par les intervalles dégarnis, dans la boucle qu'ils bourrèrent de mitrailleuses, et à l'autre, prirent la défense à revers. Ce fut une lutte atroce : assaillants et défenseurs tourbillonnaient dans le terrain détrempé ; plusieurs fois, nos contre-attaques furieuses acculèrent l'ennemi à la berge, mais le feu des mitrailleuses allemandes les fauchait impitoyablement. La sinistre nouvelle volait de ligne en ligne : « Les Boches ont passé, tout est foutu ! » Ce fut un moment de terrible angoisse.

Mais ils ne pouvaient pas passer. « Que vos regards se portent uniquement en avant », avait dit le Roi. Dans l'après-midi, on ramassa tout ce qu'on put trouver de troupes : grenadiers, carabiniers, lignards décimés, et on lança tout cela dans la trouée. Les clairons sonnèrent la charge. Et l'on vit un spectacle sublime. Un cri immense jaillit : « A l'Yser !... Vive la Belgique !... Vive le Roi !... » Ces fantômes harassés se mirent en marche, entrèrent dans l'ouragan. A la tête des grenadiers, le major d'Oultremont, armé d'un bâton, dominant la bataille de la voix et de sa taille de géant, entraînait tout à sa suite : fonçant droit devant eux, sous la grêle des balles, à travers vaarts et vliets, où ils entraient jusqu'au cou, soufflant, courant, hurlant, électrisés par la voix ardente-du clairon, ils bousculent tout. « Sonnez ! Sonnez plus fort ! » crie le major aux clairons qui tombent l'un après l'autre. Une folie de gloire court sur la bataille, les isolés se mêlent à l'attaque, les blessés se relèvent et s'encastrent dans la ligne, et quand, haletants et grisés, couverts de sang, de vase et d'herbes aquatiques, ils arrivent à la digue, ils ramassent leurs dernières forces, et, dans une dernière ruée, à coups de baïonnette, à coups de crosse, à coups de pied, rejetant dans le fleuve les derniers Allemands.

Mais à gauche, l'attaque, fauchée par les mitrailleuses, est arrêtée à trois cents mètres de l'Yser. L'ennemi se renforce, continue à passer, prend les vainqueurs à revers. Le major d'Oultremont est tué. N'importe, on tient, on tient jusqu'au soir,

Toute la nuit, on s'accroche à la berge. A l'aube, deux divisions allemandes sont sur la rive gauche. Les derniers défenseurs, enveloppés, sans cartouches, doivent lâcher pied.

Les contre-attaques désespérées du lendemain vinrent se briser contre les masses écrasantes de l'ennemi, qui broyait tout sous un feu d'enfer et lourdement, implacablement, refoulait nos bataillons exténués, décimés, mélangés les uns aux autres dans un inextricable désordre. On se cramponna à Stuyvekenskerke et à Vicogne.

Le soir, la nouvelle église flambait. Quant à la tour d'Oud-Stuyvekenskerke, elle faisait front à l'ouragan. Dressée dans la bataille, par dessus les ruines du hameau écrasé, par dessus les nuages de fumée, elle apparaissait, dans sa surnaturelle beauté, comme la protestation fière et attristée de l'âme de la West-Flandre. Sa flèche montait dans le ciel sombre comme un cri de ralliement; les obus abattirent la pointe. Meurtrie et mutilée, elle semblait faire effort pour se hausser encore.

C'est à son pied maintenant que grondait la houle. Comme une tache d'huile, l'ennemi s'était répandu par la brèche de Tervaete. Il avait pris Stuyvekenskerke et Vicogne, et, s'étendant à droite et à gauche derrière les tranchées du fleuve, il avait décollé la défense tout le long de la ligne. Tout craque, plus de tranchées : une petite armée à bout de forces devant l'immense armée allemande dans une plaine découverte. Que va-t-on devenir? Le bombardement est effrayant. A droite, nos troupes cèdent sous le nombre. Dixmude va tomber...

Les débris du 10^e de ligne, des grenadiers et des carabiniers s'agrippent au pavé de Stuyvekens à Oud-Stuyvekenskerke. Devant ce dernier, les Boches avancent, débouchant des fermes *den Toren* et *Vandenwude* en lourdes masses grises. Ils atteignent le village...

L'âme de la tour tressaille. Va-t-elle, elle aussi, tomber aux mains des barbares? elle, la fière, elle, la virginale? A son sommet découronné, ce sont de longs tronçons déchiquetés qui s'effilent maintenant, comme de grands bras tendus désespérément vers le ciel... Elle appelle au secours... Les troupes ont-elles compris ce geste de muette et tragique supplication? L'ordre arrive de mourir sur place plutôt que de reculer. Les Français sont là... Chasseurs, 1^{er} de ligne et fusiliers marins se portent à l'attaque de *den Toren*, les Boches sont refoulés, encore une fois; Dixmude tient, et, durant cette nuit, résiste, sur ses deux fronts de défense, à onze et quinze assauts furieux. L'ennemi est arrêté.

Et comme, la nuit, on organise, dans le hameau, la défense des maisons, soudain une flamme immense s'élève au sud, comme une torche gigantesque qui éclaire de reflets rouges le champ de bataille pétri par les obus : ce sont les tanks à pétrole qui brûlent; la lave se répand dans les canaux, les vaarts sont couverts de flammes, *den Toren* brûle, *Vandenwoude* brûle, les meules, l'herbe, l'eau, la terre, le pays entier brûle. Une tempête s'est déchaînée, qui active l'incendie, et qui déferle, furieuse, traversée par le déluge grondant des obus et des balles, tandis que les hurlements des blessés, qui rôtissent sur place, se mêlent aux clameurs monstrueuses des assauts allemands.

A l'aube du 25, une grande fatigue tombe sur le champ de bataille. Une pluie cinglante balayait le pays calciné. De part et d'autre, on était à bout de souffle. Les attaques se firent moins fiévreuses, le bombardement moins violent. Mais qu'allait-il advenir? Les Allemands se renforçaient, préparant l'effort décisif; nous n'avions rien derrière nous. L'armée belge se battait depuis dix jours sans répit, elle avait dépassé les limites des forces humaines; ce n'était plus qu'un spectre; de ses 48,000 hommes, elle en avait perdu 18,000 et ce qui restait faisait pitié à voir. On manquait de vivres, des cartouches, de tout, la plupart des canons étaient hors de service, et les batteries étaient à court d'obus.

Le 26, on ouvrit les écluses de Nieuport : on appelait la mer au secours.

Mais il fallait tenir jusqu'à ce qu'elle eût eu le temps de monter dans le pays : plusieurs jours encore. On tint, dans des fossés pleins d'eau, dans la terre molle des polders que la pluie transformait en une vase fuyante... La mer n'arrivait pas, et l'ennemi redevenait mordant. Le 29, il déclancha l'attaque; elle fut repoussée, mais cela présageait la grande ruée finale. L'eau viendrait-elle à temps?...

La ruée se produisit le 30. Le choc fut formidable. Toute la gauche de la ligne fut brisée. Ramscapelle fut prise, à gauche d'Oud-Stuyvekenskerke, les Allemands passèrent en masse et déferlèrent jusqu'à Pervyse, Dixmude était attaquée en flanc et à revers. C'était la fin...

Alors l'eau apparut, envahissant le pays derrière les vainqueurs, s'infiltrant dans les vaarts, étendant d'immenses nappes argentées sur les polders. Le 31 au matin, les assaillants, coupés furent bousculés partout, et rejetés dans l'inondation : surpris noyés, englués dans la vase, ils fuyaient de tous côtés. Tout ce qui avait passé l'Yser reflua vers le fleuve, abandonnant dans l'eau matériel et blessés, tandis que nos mitrailleuses fauchaient leurs groupes désespérés.

Alors, les nuages s'ouvrirent et le soleil apparut : pour la première fois depuis le début de la bataille. Il s'était voilé sur nos tragiques souffrances; maintenant, c'était l'heure de l'allégresse retrouvée, et son resplendissement transfigurait toutes choses et faisait scintiller les bonnes vagues secourables qui accouraient joyeuses et pressées; c'était un soleil de victoire qui se levait enfin sur la sombre bataille, le beau soleil du triomphe de l'Yser.

Et comme les troupes, heureuses et fourbues, de la tranchée du chemin de fer où s'était fixée la défense, contemplaient leur alliée, elles virent briller au soleil, à l'autre bout du lac, une forme merveilleuse et étrange : une grande roche blanche, haute et svelte, toute labourée par les obus mais ornée d'ogives et d'arceaux et que terminaient en haut de ravissantes aiguilles : c'était la tour d'Oud-Stuyvekenskerke, qui, elle aussi, après son dur martyre chantait son *Hosanna!*

* * *

1^{er} novembre. Prions pour les trépassés. Prions pour les innombrables trépassés fidèles et héroïques qui ont donné leur sang à la terre patriale. Seigneur, Seigneur très bon, Seigneur, notre doux Père, qu'ils reposent en paix. Père, ils ont bien le droit n'est-ce pas? après tant de fatigues, de dormir dans la paix. Ils ont bien le droit, après tant de souffrances, de retrouver la joie : recueille dans Tes bras leurs âmes harassées et berce leur douleur sur Ton cœur, ô mon Dieu!

Et toi, ma belle tour martyre, toi dont la voix d'argent a si souvent prié, toi dont l'élan ne fut qu'une prière, et qui, pendant des siècles, fus en ces lieux l'annonciatrice de Dieu, prie-Le aujourd'hui avec moi pour ceux-là : ils sont tombés pour protéger ta fière beauté. Redis au Christ Sa parole, que tu entendis jadis résonner sous tes voûtes consacrées : « Il n'est pas de plus grande preuve d'amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime » : afin qu'en considération de l'acte d'amour parfait qui rachète toutes les fautes, Il ouvre devant eux les portes de son bon Paradis (1).

Martial LEKEUX, franciscain
Major d'artillerie

(1) Extrait du livre : *Le Pelerin de Notre-Dame*, par le P. Martial LEKEUX, qui paraîtra prochainement et sera vendu au profit du Calvaire de Dixmude.

Le palio de Sienne

La renommée du palio siennois a passé depuis longtemps les Alpes et la mer. L'admiration s'y traduit dans toutes les langues; les cris les plus gutturaux y saluent le vainqueur; et les Anglaises et les Américaines y font monter le prix des places, heureuses d'être arrachées par un spectacle si bruyant au morne ennui qu'elles traînent dans toutes les pensions de l'Italie. On dirait une fête internationale, où Sienne ne prête que ses hommes et ses chevaux et la féerie gothique de son décor.

Ceci n'est que la plus trompeuse des apparences, ainsi qu'il le fut dédaigneusement enseigné à des impresarii de haute envergure, pleins d'imagination et assoiffés de dollars: ils avaient proposé aux représentants des *contrade* de transporter leurs figurants en Amérique, avec tout le magasin des accessoires, pour y courir le palio parmi les gratte-ciel; le prix touché par les Siennois eût été fabuleux; plus fabuleux encore le bénéfice des impresarii; les Siennois répondirent: « Nous vivons le palio, nous ne le vendons pas! » A notre époque, un tel mépris touche à l'héroïsme. Mais toujours le gentil (1) peuple de Sienne eut l'héroïsme facile quand il s'agissait de défendre son indépendance et l'originalité de son esprit.

Car on peut bien embarquer les acteurs, leurs bannières, leurs casques, leurs lances, leurs armures et leurs costumes moyenâgeux, leurs chevaux si l'on y tient; on embarquerait même, pierre à pierre, le Palais public de Sienne et les palais qui l'encadrent, la Fonte Gaia, la coquille tout entière du Campo, pour les reconstruire en Amérique: ce ne serait qu'affaire de dollars, et Mangia (2) aux enchères trouverait des acquéreurs. Mais on ne transporte pas dix siècles d'histoire, ni l'âme collective qu'ils ont façonnée, ni le souvenir de Provenzano Salvani, qui a mené sur le Campo, pour sauver un ami, quand il était le maître de Sienne (3).

Sans doute, le défilé qui précède la course, et qui bien plus que les trois tours de piste éblouit les étrangers, apparaît-il merveilleusement pittoresque, et plus harmonieux encore, par l'accord du cadre monumental, des gestes et des costumes, et parce que les plus ignorants sentent confusément quel rôle y tient une longue tradition et que ce n'est point là une de ces reconstitutions, hâtives et grotesques, dont la mode nous accable aujourd'hui en dehors même du carnaval. L'essentiel cependant n'est point dans ce spectacle, encore qu'il déchaîne une heure d'applaudissements; il n'est que le long prologue des minutes décisives, une mise en scène aux somptueuses couleurs. Et, seule, cette mise en scène aurait pu être exportée; elle serait devenue, loin des collines siennoises, une exhibition bizarre et vidée de tout sens. Il ne serait plus demeuré qu'une troupe de mannequins, évoluant en cadence devant l'opérateur d'un cinéma: le squelette du palio, drapé dans des oripeaux multicolores. Et les Américains auraient pu déclarer que les chevaux n'étaient que des rosses et ne méritaient pas une attention aussi distinguée que la leur. Personne n'y aurait rien compris, comme, d'ailleurs, à Sienne même, beaucoup d'étrangers n'y comprennent rien.

* * *

Car l'intérêt de cette course étrange est d'autant plus puissant qu'il est plus spécial et plus difficile à saisir. Une vague érudition n'est pas inutile. Mais surtout, il faut se mettre, en toute simplicité d'âme, à l'école des Siennois. Quelques gamins aux pieds nus, aux jambes nues, et dont les culottes tiennent mal, des bonnes femmes, des gens du peuple, des cochers ou des *facchini*, sont les meilleurs professeurs: à les écouter, et plus encore peut-être à les regarder quand ils parlent, nous en apprenons plus que dans tous les livres.

Le palio, c'est une victoire; le prix du vainqueur, c'est une bannière (4) qui représente l'Assomption de la Vierge ou la Madone de Provenzano. La victoire n'est point celle d'un cheval, ni même celle d'une écurie; le propriétaire de la bête n'y gagne rien: il ne

s'agit que d'une location; le *fantino*, qui est le jockey des courses siennoises, y fait, il est vrai, une petite fortune, mais il peut trouver un intérêt palpable et trébuchant, à perdre la course... Tout est ici affaire de gloire, non point pour un individu, mais pour une collectivité, dont l'organisation remonte à plusieurs siècles; le gain du palio, c'est le triomphe d'une *contrada*, qui exposera la bannière dans son église, qui la suspendra à la suite des autres dans la salle de son conseil, qui ajoutera avec ivresse une unité au chiffre fatidique que connaissent tous les Siennois: l'Oca compte 49; la Torre, 40 seulement; quelle jalousie! et quelle coalition contre l'Oca! Il ne faut pas que cette *contrada* gagne son 50^e palio: car l'orgueil de ses gens n'aurait plus de limites... La vie des *contrade* n'est pas un article d'exportation...

Au palio qui, deux fois chaque année, — le 2 juillet, fête de la Visitation, en l'honneur de la Madone de Provenzano, et le 16 août, en l'honneur de l'Assunta, de la Vierge enlevée au ciel, Reine et Patronne de la cité depuis Montaperti (1), — bouleverse la physiologie de Sienne et réveille dans un accès de fièvre la princesse endormie, viennent concourir tous les éléments dont s'est lentement formé, à travers les siècles, le génie siennois; mais les plus caractéristiques ne sont pas les plus apparents.

A ce peuple, épris de beauté, et qui faisait peindre par ses plus grands artistes jusqu'aux couvertures de ses livres de compte (2), il convenait qu'une brève course de chevaux fût d'abord une œuvre d'art et conservât pieusement le souvenir des heures les plus glorieuses de son histoire.

Jamais piste ne fut moins adaptée à son but que cette colossale coquille Saint-Jacques qu'est le Campo, où la charnière est fortement en contre-bas, et s'adapte à angle si net au bord circulaire qu'il faut matelasser les murs du côté de San Martino pour palier à la rudesse des chutes. Mais le Palais communal et les fenêtres gothiques, les tours et l'élan démesuré de Mangia, Fonte Gaia cernée par la foule et la louve symbolique sur sa colonne, rappellent au spectateur le moins attentif et le plus ignorant des choses siennoises que le palio plonge dans le passé de longues racines et que ce n'est point un simple caprice d'orgueil municipal qui fait flotter la *balzana* (3) en tête du cortège. Les bannières qui suivent les trompettes du Palais sont celles des *Massa* et des anciennes *Poteserie* de la République; les trois grands étendards de Città, de Camollia et de San Martino marquent une division qui remonte aux plus lointaines origines de la Commune; et le *carroccio*, portant le palio du vainqueur près de la louve, évoque les fastes guerriers d'un peuple qui s'est toujours battu. Il n'y a pas à redouter ici d'anachronisme brutal, ni aucune de ces violentes ruptures d'équilibre que les organisateurs de reconstitutions historiques ont pris l'habitude de nous ménager. Une longue préparation, et sans doute quelque hérédité, ont assoupli les gestes de tous ces Siennois. Les extraordinaires *sbandierate* des *aliferi*, ces jeux de bannières multicolores qui se déploient et se replient, ondoient, serpentent et, brusquement, volent dans l'air, ont été préparées, dès l'enfance, par des gamins qui faisaient tourner un bout d'étoffe et qui sautaient sur un manche à balai...

Le cortège des 17 *contrade*, — les 10 qui prennent part à la course, et les 7 qui ne courent pas (4), — est une merveille de précision et d'harmonie. Il ne s'agit point ici de figurants d'occasion à qui des maîtres à danser ont rapidement appris les gestes nécessaires qu'ils exécutent mécaniquement. Mais chaque Siennois combat déjà pour sa *contrada* et pour ses couleurs: les voisins ridiculiserait un défilé mal rythmé, et les *sbandierate* exécutées successivement permettent aux spectateurs des comparaisons où il serait cruel que succombât l'honneur du quartier (5). Une lutte d'élégance et de raffinement est engagée avant que soit donné le signal de la course.

On retrouve ici ce goût, ou plutôt ce besoin exacerbé des fêtes

(1) Victoire remportée sur les Florentins en 1260; cf. DANTE, *Enfer*, X 85-86, et XXXII, 80-81.

(2) La collection des couvertures des livres de la *Biccherna* et de la *Gabella*, conservée en majeure partie aux Archives de Sienne.

(3) Drapeau de Sienne, mi-blanc, mi-noir, dont les couleurs remontent aux origines fabuleuses de la ville.

(4) Les 7 *contrade* qui n'ont pas couru une année courent de droit l'année suivante; les 3 autres sont tirées au sort.

(5) Chaque *contrada* exécute trois *sbandierate*, sur trois points du Campo; puis à la fin du défilé les 17 *contrade* opèrent ensemble. Les *contrade* qui courent défilent à 11 personnages: 1 tambour, 2 écuvers, 1 capitaine, 4 pages, 1 *figurino* (porte-étendard), 1 *fantino* (jockey) sur un cheval de parade, 1 palefrenier conduisant le cheval de course; les *contrade* qui ne courent pas n'ont ni le *fantino*, ni le palefrenier.

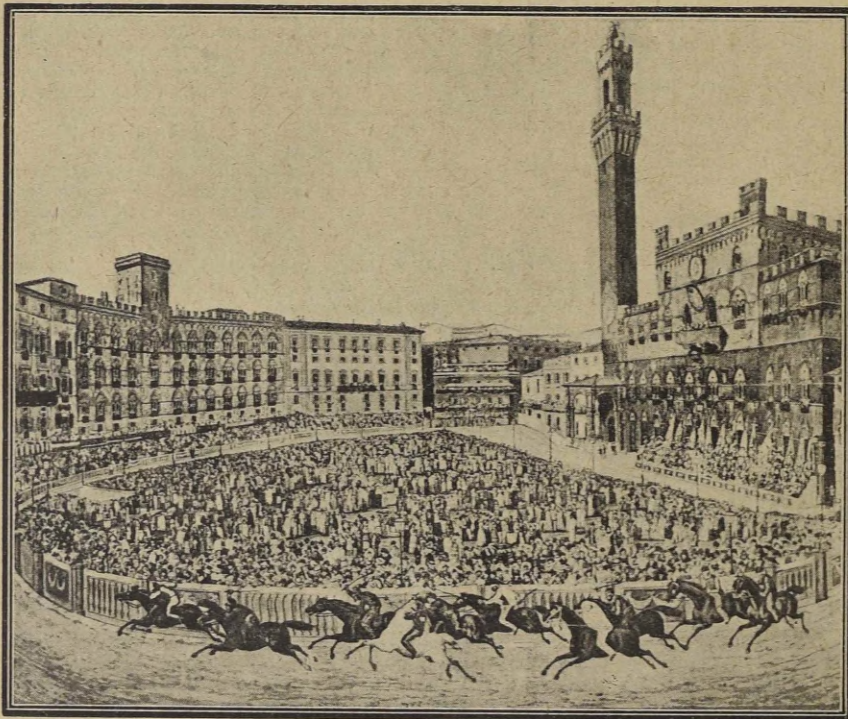
(1) *Gentil* au sens qu'a conservé l'italien *gentile*: noble, aimable, courtois.

(2) Nom de la tour du Palais public.

(3) DANTE, *Purgatoire*, XI, 121-142.

(4) *Palio*, au sens propre; d'où la nom de la course.

et des spectacles, dont les annales siennoises des temps héroïques nous ont rapporté tant de preuves. L'esprit joyeux d'un peuple, qui, aux heures les plus tragiques, n'oubliait jamais ses plaisirs, s'y manifeste sous sa forme la plus aimable. Un beau cortège réjouit les yeux, pourvu que son ordonnance ménage d'ingénieuses surprises et que les couleurs puissent s'y déployer dans une somptueuse harmonie; il réjouit même les oreilles, pourvu qu'il soit accompagné de bruits habilement cadencés. Les Siennois ont toujours eu une grande faiblesse d'âme pour le vacarme; celui du palio est de la plus heureuse diversité; les 17 tambours des 17 *contrade* emplissent le Campo de roulements ininterrompus, pendant que les trompettes et les musiciens du Palais jouent



LE PALIO

une marche imposante et que, du haut de Mangia, le bourdon communal jette sans discontinuer son grave appel sur les applaudissements et de tumultueuses agitations : c'est un tapage qui atteint au grandiose ...

* * *

Le palio vient prendre naturellement sa place dans un développement de fêtes traditionnelles qui s'étend sur plusieurs siècles. Sous sa forme actuelle, il n'est pas, il est vrai, très ancien. Les meilleurs érudits sont à peu près d'accord, au moins jusqu'à nouvelles découvertes, pour admettre que ce n'est qu'à partir de 1656 que le palio fut régulièrement couru sur le Campo par les *contrade* (1). Quant à l'origine des *contrade* elles-mêmes, elle a donné lieu à des discussions fort intéressantes, mais où il ne semble pas que l'on soit encore parvenu à des résultats décisifs; il est probable que cette division de la ville en quartiers, qui ne serait pas antérieure au XV^e siècle, a eu uniquement pour but d'augmenter l'éclat des fêtes, auxquelles chacune de ces minuscules collectivités devait concourir désormais pour son propre compte : s'il en est bien ainsi, l'espérance des inventeurs n'a pas été déçue.

(1) Les études sur le palio et les *contrade* sont nombreuses. Voir en particulier, le livre de W. HEYWOOD, *Palio and Ponte*, Sienna, 2^e édi. 1927, et les remarquables articles d'A. LISINI dans la *Miscellanea storica senese*, notamment années IV et V, 1896-1898.

Il faut au moins remonter jusqu'au XIII^e siècle pour retrouver l'origine du palio d'aujourd'hui, où viennent se fondre tant d'éléments, les uns spécifiquement siennois, les autres empruntés peut-être à différentes villes, mais rapidement assimilés.

Cette course de chevaux se présente historiquement comme une commémoration des bienfaits de la Vierge, des miracles de la Madone de Provenzano, si vénérée que les courtisanes n'avaient pas le droit d'habiter près de son sanctuaire, de la victoire de Montaperti qui fut pour Sienna la première et la plus solennelle occasion de se vouer à la Mère de Dieu et de prendre le titre de *Sena vetus civitas Virginis*; comme une commémoration aussi des saints les plus chers à la Commune, et en particulier du Bienheureux Ambrogio Sansedoni qui vint au secours de ses concitoyens en faisant lever un interdit prononcé par le pape. La Constitution de 1309-1310 organise officiellement le palio de l'Assomption : « ... che si faccia festa et allegrezza, ad onore et reverentia di Dio et de la beata Vergine Maria, ogne anno del mese d'agosto d'uno palio di valuta di L libre di denari; al quale palio si corra solennemente ne la dette città di Siena, secondo che di volontà de l'officio de li signori Nove (1) procederà et alloro parrà che si convenga... Et che le predette cose si mettono nel constoduto del comune di Siena acciò che imperpetuo s'osservino in onore de la Vergine Gloriosa! (2) »

De cet aspect religieux du palio, de nombreuses traces sont encore demeurées, comme les dates du 2 juillet et du 16 août, l'ornementation même de la bannière du vainqueur, la messe des *contrade*, l'exposition des drapeaux à la cathédrale ou à Sainte-Marie de Provenzano, et surtout la bénédiction des chevaux dans les églises, qui donne souvent lieu à des épisodes dont il est inutile de souligner le pittoresque un peu spécial.

Tous ces jeux qui ont disparu l'un après l'autre, et le plus souvent parce que les Siennois les prenaient trop au sérieux et que le sang coulait, l'*elmora*, la *pugna*, les représentations bizarres, les tournois, les courses de taureaux, — où les *contrade* apparaissent, semble-t-il, pour la première fois, — les courses de buffles, les *asinata*, les exhibitions de chars et d'animaux fantastiques, tous ces divertissements populaires où s'exaltait un génie étrange, ont fini par aboutir au palio des *contrade*, dont la réglementation minutieuse ne s'est elle-même que très lentement fixée au cours des trois derniers siècles : lui seul est demeuré; parmi tant de combats et de spectacles, dont les érudits établissent des restitutions mais que les gens de la rue ont oubliés, le palio, la fête siennoise par essence, toute pétrie de traditions, et sur laquelle il suffit de se pencher avec une curiosité sympathique, pour sentir palpiter l'âme de la vieille Commune médiévale, brûlante de passions, toujours agitée de querelles, et où l'enthousiasme n'a jamais connu de mesure...

On a décrit le palio en prose, en vers, et dans toutes les langues. Mais l'esprit n'en a pas été mieux dégagé que dans un *scherzo* (3) du début du XVII^e siècle, dont l'auteur n'est pas connu, et que l'on a attribué à Girolanco Gigli (4); génie d'une bizarrerie toute siennoise et à qui de telles inventions furent familières. Deux *contrade*, l'*Onda* et la *Torre*, avaient eu quelques difficultés dont

(1) Les Neuf, chefs d'une forme de gouvernement qui dura jusqu'en 1355.

(2) A. LISINI, *Il Costituto del Comune di Siena volgarizzato nel MCCCIX-MCCCX*, I, p. 366, Sienna, 1903.

(3) Poésie plaisante.

(4) Erudit et humoriste, 1660-1722.

elles avaient cherché la solution dans un procédé un peu discourtis : les coups de couteau ; après diverses péripéties, la paix fut conclue, et à cette occasion, l'*Onda* changea ses couleurs pour prendre celles qu'elle a conservées jusqu'à nos jours. C'est, d'ailleurs, à la suite de tumultes de ce genre que 6 des *contrade* furent supprimées en 1675 (1) et que leur nombre se trouva réduit à 17 (2). L'auteur du *scherzo* tire la morale de cette aventure :

Asciano parla :	Sovicille risponde :
La Torre in piazza e l'Onda?	Messer si.
Jan pace fra di loro?	o questo no.
se ne roga il notaro?	o questo si.
dunque è pace solenne?	o questo no.
.....
si daranno sul capo?	o si o no (3).

Oui ou non ? Nul ne sait trop, Paix ou coups ? C'est affaire d'occasions. Les actes et les notaires n'y ont rien à voir. Une seule chose compte, qui est de gagner le palio et de faire triompher les couleurs de sa *contrada*. Les rivalités seront d'autant plus rudes que les *contrade* seront plus riches et plus puissantes et que sera plus grand le nombre des victoires déjà remportées : celles de la Torre et de l'Oca (4) sont légendaires.

— Vous n'avez pas de chance, me dit un Siennois comme j'allais une fois voir le palio, ni la Torre, ni l'Oca ne courent...

Dix minutes plus tard, un professeur de l'Université de Sienne me répétait identiquement le même propos...

Le sort favorable accordant de bons chevaux à deux ou trois *contrade* orgueilleuses et dont la caisse est bien garnie ; un tissu d'intrigues secrètes que chacun cherche à deviner, mais où ne se reconnaissent que de rares initiés ; les *fantini* se rossant ou rossant les chevaux adverses à coups de nerf de bœuf ; un départ mouvementé ; une chute si maladroitement qu'elle entraîne plusieurs autres ; l'espérance, à chaque seconde de la brève course, changeant de *contrada* ; et le vainqueur trompant tous les pronostics en profitant d'un accident inattendu, voilà ce qui, sur le Campo, bouleverse les visages les plus paisibles et met les nerfs à fleur de peau. L'imprévu joue un grand rôle dans le palio ; mais il appartient à l'homme de corriger les maladrotes de la fortune.

Qu'une *contrada* ne coure point, son influence n'en est pas pour cela éliminée : car elle a parfois un intérêt positif à faire gagner des amis, qui lui revaudront ses bons offices ; elle a toujours un intérêt négatif à barrer la route à des adversaires... Qu'une *contrada* ait tiré un cheval d'une lenteur désespérante, c'est un échec probable, mais qui peut être utilisé : un coup de nerf de bœuf bien appliqué modifie tant de choses, et, en tout cas, se fait payer... Une *contrada* triomphe un jour parce qu'au départ son cheval prit la tête sous le nerf du *fantino* qui se trouvait immédiatement derrière lui. Je demandais à un Siennois :

— Combien a coûté ce coup ?

— *Chi lo sa?* me répondit-il flegmatiquement.

Car de tous les moyens connus pour déjouer les écarts du sort, l'argent a toujours passé pour le plus puissant. La caisse de la *contrada* est un élément de succès qui n'a pas moins d'importance que son cheval ou son *fantino*. Et les caisses les mieux garnies ne sont point celles des *contrade* bourgeoises ; c'est le petit peuple qui ne lésine pas. Une marchande de poissons a gagné la célébrité à manœuvrer avec une générosité sans limites la cavalerie de Saint-Georges...

Le *fantino* est choisi par la *contrada* ; le cheval ne l'est pas. Et, depuis le jour où, après le tirage au sort des *barberi* (5), commencent sur le Campo les épreuves préliminaires destinées à habituer les chevaux aux difficultés de la piste, le *fantino* n'est plus abandonné seul à ses méditations : on le voit circuler dans les rues, la cocarde à sa casquette, flanqué du capitaine ou de quelque personnage influent de la *contrada*, qui surveille ses gestes et écarte

(1) Gallo, coq ; — Leone, lion ; — Orso, ours ; — Quercia, chêne ; — Spadajorte, forte épée ; — Vipera, vipère.

(2) Aquila, aigle ; — Chiocciola, limaçon ; — Selva, forêt ; — Pantera, panthère ; — Onda, onde ; — Tartuca, tortue ; — Leocorno, licorne ; — Nicchio, coquille ; — Val di Montone, mouton ; — Torre, tour ; — Civetta, chouette ; — Istrice, hérisson ; — Bruco, chenille ; — Lupa, louve ; — Drago, dragon ; — Oca, oie ; — Giraffa, girafe.

(3) Publié dans la *Miscellanea storica senese*, VI, 1903 ; — Asciano et Sovicille sont deux petites villes qui faisaient partie de l'ancienne République siennoise.

(4) L'église de la *contrada* de l'Oca est l'oratoire inférieur de la maison de sainte Catherine.

(5) *Barbero* est le nom du cheval de course ; la cheval de parade s'appelle *sopallasso*.

les tentations. Mais les tentations savent prendre les formes les plus ingénieuses, et la vertu du *fantino* est souvent fragile. D'ailleurs, ce personnage, sur qui reposent tous les espoirs de la *contrada*, a parfois l'aspect d'un bandit, et ne passe que très exceptionnellement pour un saint. On raconte qu'un prêtre, au rite de la bénédiction du cheval, se trompa un jour et remplaça le singulier *hoc animale* par le pluriel *haec animalia* ; à la remarque qui lui en fut faite, il répliqua sans s'éouvoir :

— Le plus animal des deux n'est pas celui qu'on pense !

Personne n'ignore à Sienne qu'une certaine corruption modifie beaucoup la valeur relative d'un cheval : mais il y faut une grande science du milieu, de l'habileté et quelque mystère. L'argent est nécessaire et insuffisant.

Comme j'annonçais à une jeune Siennoise que le cheval de sa *contrada* avait triomphé à l'épreuve du soir (1) l'avant-veille du palio, elle n'en témoigna aucun orgueil, mais paisiblement, elle constata :

— Nous avons aussi gagné l'épreuve de ce matin ; soyez bien tranquille, nous ne gagnerons pas le palio : nous ne sommes pas assez riches !

La caisse ici valait moins que le cheval... Mais une autre *contrada*, qui avait les deux atouts, perdit aussi la course et en éprouva un ennui d'autant plus grand que son dernier triomphe était plus ancien. Les mécontents reprochèrent à leurs chefs de ne pas savoir « y faire » ; et des affiches sans aménité réclamèrent leur démission : ce n'était peut-être que de la malchance...

* * *

Il faut avouer qu'il demeure en tout cela une énigme dont les étrangers sont impuissants à trouver seuls la solution : la course est « truquée » d'un bout à l'autre ; les Siennois le savent d'autant mieux qu'ils trempent avec ivresse dans toutes ces machinations ; comment en arrivent-ils à se passionner, à un degré qui défie l'imagination, pour ce jeu où ils ont commencé par biseauter eux-mêmes les cartes ?

Mes amis de Sienne m'ont prêté pour résoudre ce problème le concours de leur expérience. L'enfant, surtout l'enfant du peuple, est de sa *contrada* avant d'être Siennois : *turraiole*, *ocaiolo*, *selvaiole*, *lupaiole*, etc. (2). Ses premiers jeux sont un bonnet de papier et un chiffon aux couleurs du quartier paternel ; ses premières admirations vont à son *fantino*, à son *figurino*, à la belle cuirasse de son capitaine et surtout aux *sbandierate* de ses *aliferi* ; il échange ses premiers horions avec les gamins qui ne partagent pas son amour pour l'Istrice ou la Chiocciola ; et quand il voit son premier palio, juché sur des épaules secourables, il ne sait pas parler, mais il sait qu'il doit vaincre : la *contrada* a gagné toutes ses tendresses d'enfant, toutes les tendresses de la petite patrie qui tiennent le plus profondément au cœur de l'homme, parce qu'on peut dire qu'elles sont nées avec ce cœur lui-même...

Si les *contrade* ne témoignent pas, sur le choix des moyens, de scrupules excessifs, et si le triomphe n'est souvent que le prix d'une ou plusieurs compromissions, cela ne sort point des règles mêmes du jeu : toutes les manœuvres sont permises ; chacun est prévenu ; à chacun de se défendre. La préparation de la course se révèle comme une œuvre d'art, et s'il est vrai qu'elle est « truquée », ce n'est qu'au prix de belles combinaisons où le plus subtil demeure le maître. D'ailleurs, on peut corriger la fortune, mais non point la supprimer : sa part au palio reste singulière, surtout sur une piste qui offre de tels accidents. Les chutes sont fréquentes, pour ne pas dire inévitables ; un cheval qui glisse renverse son château en Espagne, et la roue de la fortune change aussitôt son rythme : il n'y a pas de pots de vin qui soient assez bien remplis pour empêcher un cheval de glisser... Que d'audacieuses intrigues se sont ainsi écroulées !

Dans cet étonnant mélange d'adresse, de ruse et de hasard, un élément spirituel intervient, qui, par dessus toutes les rivalités des *contrade*, fait de cette course de chevaux le symbole, magnifique et émouvant, d'un passé glorieux, toujours vivant au plus intime de l'âme d'un peuple...

Quelques jours avant le palio, on répand sur les dalles de la

(1) Il y a deux épreuves, *prove*, par jour. A tout autre moment il est interdit d'entraîner les chevaux sur la piste.

(2) De la Tour, de l'Oie, de la Forêt, de la Louve, etc.

place une épaisse couche de terre qui formera la piste : « Quand le Campo sent la terre, un vent de folie, dit-on, souffle sur Sienna... »

Les Siennois, au Moyen âge, ont toujours passé pour un peu fous. Dans leur amour pour la tradition, ils le sont peut-être encore restés aux jours du palio. Mais la folie de ces artistes, sentimentaux et nerveux, a jeté à profusion une si joyeuse beauté sur la terre, que notre morne époque doit leur être reconnaissante d'avoir conservé, parmi les cris et les applaudissements frénétiques du 2 juillet et du 16 août, un suprême refuge à cette qualité charmante que le monde moderne s'efforce d'expulser : la fantaisie...

ALEXANDRE MASSERON.

Sienna, août 1927.

Pierre-Paul Rubens⁽¹⁾

La naissance, l'enfance, l'éducation à Anvers, la jeunesse

Pierre-Paul Rubens, de tous nos peintres le plus foncièrement flamand, le plus anversois, le plus représentatif des belles qualités de l'école, devait, par suite de circonstances de famille à la fois politiques et privées, naître en dehors du sol belge.

Ses ascendants, tant paternels que maternels, furent de pur lignage anversois.

Un de ses aïeux paternels, Arnold Rubens, est déjà mentionné, en 1396, dans les procès-verbaux des échevins d'Anvers, à l'occasion de mutations de propriétés immobilières. Il appartient à une race de bourgeois, de commerçants aisés.

Son père, Jean Rubens, naquit à Anvers, le 13 mars 1530. Jean Rubens fut très jeune orphelin de père. Sa mère s'était remariée. Il fit des études de maître en droit et, en 1550, âgé de vingt ans, possesseur d'un certain patrimoine, il partit pour Padoue, puis parcourut l'Italie où il séjourna sept ans.

Le 13 novembre 1554, il obtint à l'Université de Rome le titre de *Doctor in utroque jure*.

En 1557, il s'établit à Anvers; il est avocat.

Le 29 novembre 1561, il épouse, à l'église Saint-Jacques, *Marie Pypelinckx*, née en 1538, fille de Henri Pypelinckx et de Claire de Tovion, dite Colyns.

Jean Rubens, juriste distingué, fut élu échevin d'Anvers le 7 mai 1562. Il remplit ses fonctions jusqu'au 30 mai 1568; à ce moment, il a déjà quatre enfants : Jean-Baptiste, Blandine, Claire, Henri. C'est une époque de troubles politiques et religieux dans nos provinces. Sous la domination espagnole, le protestantisme s'implante, les mouvements des iconoclastes se produisent. A Marguerite de Parme, gouvernante des Pays-Bas, a succédé, en 1567, le duc d'Albe, gouverneur au nom de Philippe II d'Espagne. Celui-ci poursuit les hérétiques avec la dernière rigueur. Jean Rubens s'est laissé gagner au protestantisme (il figure encore sur une liste des calvinistes dressée en 1666).

En 1568, après l'exécution des comtes d'Egmont et de Hornes, à Bruxelles, et celle d'Antoine Van Stralen, bourgmestre d'Anvers, décapité à Vilvorde, l'échevin, préférant l'exil au martyre, quitte Anvers. Il s'établit à Cologne avec les siens.

Il habite une maison dans la petite paroisse de Saint-Martin en face du presbytère.

Mais les autorités locales constatent à leur tour qu'il ne fré-

(1) Un RUBENS de M. Paul Lambotte paraîtra bientôt dans la belle collection qu'édite M. Kryn. Nous devons à la grande bienveillance de l'auteur, et à l'amabilité de l'éditeur de pouvoir en publier ces pages de début.

quente pas l'église et ne se conduit pas en catholique. Les magistrats de Cologne finissent par lui enjoindre, dès le 28 mai 1570, d'avoir à quitter la ville dans les huit jours. Il invoque cependant de bonnes raisons pour obtenir le retrait de cet ordre.

Le jurisconsulte anversois était devenu, en effet, l'homme d'affaires, le régisseur de Guillaume le Taciturne, prince d'Orange. Bientôt S. A. S. la princesse d'Orange, née Anne de Saxe, l'avait à son tour pris comme conseiller et chargé de ses intérêts et de ceux de ses enfants. Le conseil permit donc à Jean Rubens de prolonger sa résidence à Cologne, sous condition de fournir la preuve de son orthodoxie. Il y parvint et fut inscrit sur la liste des étrangers autorisés à résider dans cette ville.

Malheureusement, auprès d'Anne d'Orange, Jean Rubens glissa bientôt du rôle de conseiller à celui d'amant. Entraînement malaisément explicable, car les contemporains nous dépeignent cette Allemande sous des couleurs peu séduisantes : laide, dissolue, adonnée au vin et aux alcools. Oh! prestige décidément irrésistible d'une dame de haute lignée...

Anne de Saxe s'était installée à Siegen. Jean Rubens allait fréquemment l'y voir. Une grossesse malencontreuse révéla l'adultère à l'époux indigné. Guillaume d'Orange, éloigné depuis plus de deux ans par ses expéditions guerrières contre les Espagnols, n'avait pas revu sa femme. Il refusa de reconnaître le nouveau-né, enfant débile et qui mourut jeune.

Par vengeance, Jean de Nassau et le prince d'Orange s'emparèrent de Jean Rubens, tandis qu'il se rendait de Cologne à Siegen. Il fut incarcéré à la forteresse de Dillenburg et manqua de peu de payer — conformément à la loi — son adultère de sa vie. Mais afin d'éviter plus de scandale, et aussi sur les instances pathétiques de la femme du coupable, qui se montra admirable dans ces conjonctures, les choses n'allèrent pas plus loin.

Jean Rubens passa deux années en prison. Après quoi, son épouse magnanime obtint son élargissement. Élargissement tout conditionnel d'ailleurs et qui remplaçait l'emprisonnement par l'internement strict avec séjour forcé à Siegen.

* * *

Marie Pypelinckx avait mis deux ans et sacrifié une grande partie de sa fortune pour se faire accorder la libération de son mari; Jean Rubens fut autorisé à résider à Siegen, parmi les siens, mais surveillé, et toujours sous le coup d'une nouvelle arrestation. Il sortit de prison le 10 mai 1573. La famille s'augmenta bientôt de deux fils, Philippe d'abord, puis Pierre-Paul. On s'accorde à fixer au 28 juin 1577 la date de la naissance de ce dernier. Le 28 juin est la veille de la fête patronale des saints apôtres Pierre et Paul; cela fit déterminer le choix des prénoms du nouveau-né. Cependant, il est certain que Philippe et Pierre furent d'abord baptisés selon les rites de la confession luthérienne et, par conséquent, la valeur de cette coïncidence au point de vue de la fixation de la date de naissance du peintre, paraît discutable. — Les petits garçons ne devinrent catholiques qu'après la mort de leur père.

En 1578, la situation de Jean Rubens redevint plus libre. Anne de Saxe était morte depuis deux ans, Guillaume d'Orange s'était remarié, la famille Rubens put quitter Siegen pour Cologne, et s'y réinstaller. Des conditions de surveillance très strictes étaient encore stipulées par l'autorité. Un dernier fils (Barthélemy) naquit à Cologne. Il devait y mourir à l'âge de six ans. Jean Rubens s'éteignit dans cette ville sans avoir revu Anvers.

Quand plus tard — en 1587 — la veuve retourna à Anvers et s'y établit avec ses enfants, toute cette douloureuse aventure et ses suites furent soigneusement tues. On évita de faire la moindre allusion au séjour forcé de la famille à Siegen. Rien de ce qui

pouvait révéler l'hérésie, puis l'adultère de son chef ne fut jamais mentionné. Les enfants nés à Siegen, et luthériens, furent réputés nés à Anvers et catholiques. Un souci de respectabilité bourgeoise très ombrageux étouffa les mauvais souvenirs des dernières années. Les enfants étaient trop jeunes d'ailleurs pour se rappeler Siegen.

Le mystère pieusement voulu par la veuve et les proches de Jean Rubens, le lourd secret si jalousement gardé fussent demeurés à jamais impénétrés si, vers le milieu du XIX^e siècle, une circonstance fortuite n'avait soudain fait éclater la vérité.

Jusqu'alors, les biographes de Pierre-Paul Rubens s'accordaient à le faire naître tantôt à Cologne, tantôt à Anvers. Vers 1870, Bakhuisen van den Brink, archiviste du royaume des Pays-Bas, désireux de publier les détails du mariage de Guillaume le Taciturne et d'Anne de Saxe, au cours de recherches dans les papiers de la famille d'Orange, mit par hasard la main sur des documents décisifs. Les lettres de Marie Pypelinckx adressées au prince pour le supplier de libérer Jean Rubens, celles qu'elle avait fait parvenir au prisonnier de Dillenburg et qui lui marquent un si émouvant pardon, les lettres de Jean Rubens lui-même, celles du comte Jean de Nassau, toutes les stipulations de conditions mises à la sortie de prison du coupable, à son internement à Siegen, puis à son installation à Cologne, reparurent à la lumière.

Leur publication causa une vive sensation. Certains historiens de Pierre-Paul Rubens, mus par un étrange esprit de clocher, s'efforcèrent d'atténuer l'effet de cette découverte, d'en contester la pertinence, de la rejeter dans l'oubli. Ils voulurent à tout prix cacher que le grand homme ne naquit pas à Anvers.

Ils craignaient peut-être de voir les critiques d'Outre-Rhin annexer le maître à l'école allemande. D'autre part, l'hérésie et l'adultère du père ne leur paraissaient pas pouvoir s'avouer en préface à la biographie d'un grand homme.

D'ailleurs, Cologne, pas plus qu'Anvers, n'était disposée à se laisser déposséder de la notoriété d'avoir vu naître Rubens. Le Dr L. Ennen combattit les révélations de Bakhuisen van den Brink avec autant de chaleur que les publicistes belges.

Ce fut vers le milieu du XIX^e siècle un bel assaut de polémiques passionnées, on alla jusqu'à retarder la date de la naissance du grand homme pour pouvoir situer vraisemblablement cette naissance à Anvers. Mais l'évidence des documents exhumés des archives de la maison d'Orange devait finir par s'imposer.

Ceux qui voulaient maintenir dans l'oubli le souvenir des fautes du père de Rubens ne songèrent pas qu'ils dissimulaient du même coup l'admirable beauté morale de sa mère, noble et touchante figure, qui eut sur l'éducation du peintre et le commencement de sa carrière une influence si décisive. A ce point de vue, les lettres de Marie Pypelinckx révèlent la plus émouvante et la plus humaine générosité.

* * *

Lorsqu'après la mort de Jean Rubens, sa veuve, ramenant leurs enfants, revint habiter Anvers, Pierre-Paul avait dix ans. L'aîné des fils, Jean-Baptiste, conformément à la tradition, était parti un an auparavant pour l'Italie où il semble que chacun des mâles de cette famille, arrivé à l'âge d'homme, devait aller parfaire son éducation. On en a conclu que Jean-Baptiste, avant Pierre-Paul, avait embrassé la carrière de peintre. Simple hypothèse que rien n'était. Jean-Baptiste fut peut-être un étudiant en droit comme son père, ou un touriste aisé voyant du pays pour apprendre la vie.

La veuve Jean Rubens dut retrouver à Anvers une partie de sa fortune dont elle n'avait pu toucher les revenus en Allemagne. Elle prit une habitation importante place de Meir, et son train de maison fut celui d'une bourgeoise aisée.

Rentrée tout de suite dans le giron de l'Église, elle mit ses

enfants à l'école. Pierre-Paul, qui avait été un bon élève à Cologne, entra à l'école paroissiale de Notre-Dame, chez maître R. Verdonck. C'est là qu'il se lia avec Balthasar Moretus, son aîné de trois ans, avec lequel il devait entretenir de si longues et de si fructueuses relations.

Pierre-Paul, enfant de génie, supérieurement doué, ne resta à l'école que de 1587 à 1590. Il semble qu'il y avait appris tout ce qu'il pouvait apprendre et qu'il avait acquis déjà alors la culture normale d'un garçon de seize ans. A l'âge de treize ans, sa mère le retira de l'école et obtint qu'il entrât comme page chez la comtesse douairière de Lalaing, née princesse de Ligne-Arenberg. On sait peu de chose du séjour de Rubens chez cette grande dame, sinon qu'elle avait un train de maison fastueux et vivait entourée d'une sorte de cour. Il y resta environ un an avant de s'orienter vers la carrière artistique. Il semble que la vocation de Rubens se précisa et s'affirma pendant qu'il était auprès de M^{me} de Lalaing. Celle-ci, après l'avoir encouragé dans ses essais, le poussa sans doute à entrer comme élève chez un peintre.

Il est vraisemblable que son influence convainquit Marie Pypelinckx et ses proches de ne pas résister à ce penchant du jeune homme pour la peinture.

Les historiens de Rubens n'attachent guère d'importance à la période de sa jeunesse passée chez la comtesse de Lalaing. Ils se bornent à la mentionner pour mémoire. Peut-être ont-ils tort de ne pas discerner ce que l'éducation mondaine, reçue dans un tel milieu, put servir par la suite l'artiste. C'est là, sans aucun doute, que Rubens se perfectionna dans l'usage de la langue française et qu'il acquit ces façons de bon ton, cette allure de distinction qui, en faisant de lui un parfait « homme de qualité », lui permirent de ne se trouver déplacé dans aucun milieu.

Si l'on considère qu'à vingt-trois ans, Rubens, à peine débarqué à Venise, fait la connaissance d'un gentilhomme attaché à la cour du duc de Mantoue, qu'il est mis immédiatement en contact avec Vincent de Gonzague et nommé son peintre ordinaire, et que, quelques mois après, il est invité à assister, avec les princes et les ambassadeurs, aux cérémonies et aux noces célébrées à Florence à l'occasion du mariage par procuration d'Henri IV et de Marie de Médicis, on devra bien admettre qu'il n'avait dans ses allures rien d'un rapin, que sa tenue, son éducation aristocratique, étaient correctes. Et, plus tard, ambassadeur extraordinaire, admis dans l'intimité des rois, préparant, sous prétexte de peindre des portraits, des traités de paix qui devaient modifier la physionomie de l'Europe, n'est-ce pas à la petite cour de Marguerite de Lalaing, que le futur diplomate avait acquis cette aisance d'attitudes, cette assurance désinvolte qui le rendirent si influent et si habile? Les grandes commandes des rois et des princes, ces travaux formidables d'ensembles décoratifs, qui firent la célébrité et la fortune du maître, ne furent-ils pas directement la conséquence, autant que du génie reconnu de Rubens, des relations qu'il entretenait dans le monde des cours et de l'agrément de son commerce personnel? Même son goût de collectionneur et d'archéologue, son amour du luxe et du faste, qui le servirent si opportunément dans nombre de ses travaux, ne trouvent-ils pas leur origine dans le contact pris par l'adolescent avec un milieu élégant et cultivé où de telles prédilections étaient habituelles?

* * *

Le premier peintre dont Rubens reçut les enseignements fut Tobie Verhaegt, paysagiste, allié à sa famille, chez lequel il alla habiter. Cet artiste médiocre inculqua sans doute au débutant les éléments du dessin et les procédés techniques de la peinture. Les progrès de l'élève l'égalèrent bientôt au maître. Il fallut chercher mieux. Pierre-Paul passa alors à l'atelier d'Adam Van

Noort, autre peintre anversoïse dont la seule gloire demeure d'avoir eu pour élèves Rubens et Jordaens et d'avoir été le beau-père de ce dernier. Nous connaissons des gravures exécutées d'après les dessins d'Adam Van Noort, mais aucune peinture indiscutablement identifiée ne subsiste de lui.

Pierre-Paul ne tarda pas à quitter l'atelier de Van Noort pour entrer dans celui d'Otto Vænius, son véritable maître, pour autant que l'on puisse avancer que le génie de Rubens doit une part de sa formation à un seul homme, alors qu'il est plus évident que Rubens eut pour premiers éducateurs tous les romanistes, qui, aux traditions venues des primitifs de Bruges, de Bruxelles, de Louvain, d'Anvers, avaient amalgamé les influences de la Renaissance italienne, le goût de l'antiquité. Rubens, avant de se rendre lui-même en Italie et d'y étudier les maîtres, avait vécu dans l'ambiance de précurseurs flamands, Bernard d'Orley, Jean Massys, Frans Floris, Martin Devos, Frans Pourbus, Abraham Janssens, Adrien Key, Martin Pepyn, tous admirateurs fervents de l'italianisme. Seuls, un Pierré Bruegel le vieux et quelques autres peintres réfractaires aux goûts du jour, Aertsen, Beukelaer, Van Coninxloo, les Bril, De Momper, maintenaient la pure tradition locale.

Rubens, malgré l'admiration fervente qu'il garda toujours à P. Bruegel le vieux, malgré ses relations étroites avec la dynastie de peintres dont Bruegel fut le chef, malgré sa fréquente collaboration avec Jean Bruegel de Velours, entraîné par ses aspirations vers le luxe, vers le grand décor somptueux de la vie, devait subir l'entraînement des romanistes auxquels Otto Vænius l'initiait.

Otto Van Veen (Vænius), né à Leyde en 1556, était un homme cultivé, bon professeur, qui nous est encore connu par nombre d'œuvres très estimables. P.-P. Rubens demeura dans son atelier pendant quatre ans. Il travailla avec ce maître aux décorations exécutées pour la Joyeuse-Entrée de l'archiduc Albert et de l'infante Isabelle à Anvers. C'est de lui qu'il apprit à s'exprimer par allégories et, certes, les compositions pour Marie de Médicis, pour Charles I^{er}, pour Philippe III d'Espagne, doivent quelque chose de leur ampleur étoffée, de leur étalage de divinités nues, aux heures passées par l'adolescent auprès de Vænius.

Rubens avait près de vingt-trois ans quand il se sépara de son maître Otto Vænius, et partit à son tour pour l'Italie. Il avait été reçu franc-maître à Anvers en 1598. Il avait déjà exécuté plusieurs tableaux et l'on en cite que l'on croit pouvoir identifier parmi ceux qui sont arrivés jusqu'à nous. Aucun cependant ne s'impose comme un définitif chef-d'œuvre et n'affirme une maîtrise complète, encore qu'au point de vue de l'exécution technique, Rubens fut déjà merveilleusement habile.

En outre de ce bagage de peintre et d'une instruction solide, que les années passées à l'atelier n'avaient pas empêché le jeune homme d'accroître sans cesse par des lectures et par la curiosité de sa sensible intelligence toujours en éveil, Rubens possédait le don des langues. Il parlait et écrivait couramment le latin. Il avait appris l'allemand à Cologne, le flamand dans sa famille à Anvers, le français à l'école et chez la comtesse de Lalaing, et nous verrons combien aisément par la suite, grâce au latin et au flamand, il eut de facilités pour s'exprimer en italien, en espagnol, en anglais.

C'est, en somme, le flamand qu'il connaissait le moins bien. Il ne l'employait que familièrement, sachant que pour ses relations avec l'étranger il ne lui eût guère servi. Il l'avait appris comme on apprend sa langue maternelle, mais jamais on ne le lui avait enseigné grammaticalement et il l'écrivait de façon plutôt incorrecte.

PAUL LAMBOTTE

Directeur-Général au Ministère des Sciences et des Arts,

Qu'est-ce que le capitalisme?

I. — L'explication économique

Dans le vocabulaire politique d'aujourd'hui, il n'y a peut-être pas de mot plus employé que celui de « capitalisme ». Les socialistes en ont fait le symbole de tous les vices, de toutes les misères de la société contemporaine. Il joue, dans leur sociologie, un rôle analogue au péché originel dans la sociologie catholique. Comme conséquence logique, le collectivisme qui doit le remplacer fait pendant à l'idée chrétienne de rédemption. On imagine difficilement à quelle profondeur d'absurdité certains socialistes se sont laissés choir à ce double point de vue : péché capitaliste et rédemption communiste (1).

Mais qu'est-ce que le capitalisme?

* * *

Chose en apparence paradoxale, mais au fond toute naturelle (2), libéraux et socialistes définissent dans les mêmes termes le capitalisme. Ils ne diffèrent entre eux que dans l'appréciation qu'ils portent sur lui. Les libéraux l'exaltent et les socialistes l'exècrent. Mais leurs sentiments différents portent sur un même objet.

Ce qui les unit, c'est qu'ils envisagent les uns et les autres le capitalisme sous l'aspect juridique et économique. C'est pour eux essentiellement et exclusivement un système de production, d'échange et de répartition des biens, se développant dans un cadre juridique à base de liberté.

La seule description du « capitalisme » envisagé de ce point de vue demanderait un article et même un livre. Qu'il me suffise d'en tracer en hâte les traits les plus caractéristiques!

C'est d'abord un régime de liberté : liberté de la terre et du paysan; liberté de l'industrie, des métiers, du commerce; liberté personnelle; liberté d'association; liberté de tous les contrats économiques.

C'est ensuite un régime de développement technique inouï, tel que le monde n'en a jamais vu, tel aussi que le plus intrépide des utopistes n'aurait osé le rêver il y a cent ans. Développement du machinisme, des voies de communication, de la technique boursière et bancaire, de la rationalisation de tous les procédés du travail, de la concentration industrielle verticale et horizontale. Le monde est économiquement unifié en un vaste marché dont toutes les parties sont solidaires. Une crise du coton en Amérique, un krach financier à Londres, réagissent violemment et instantanément sur la vie économique du monde entier.

Avec le perfectionnement des moyens de production, le but, de la production s'est transformé. On ne travaille plus pour la satisfaction directe de ses besoins, ni pour vivre convenablement selon son rang, fixé par la tradition. On travaille en vue du marché, d'un marché de plus en plus large, dont il devient de plus en plus difficile de prévoir les vicissitudes. Et on travaille en vue du profit. Quel profit? Le profit le plus grand possible. Tel industriel, tel commerçant, pourvu aujourd'hui d'une situation moyenne peut se réveiller demain millionnaire, grâce à une heureuse spé-

(1) Sur tout ceci, il y a dans le grand ouvrage de Sombart: *Der proletarische Sozialismus*, un chapitre du plus haut intérêt. Il y montre notamment, à l'aide de citations de socialistes notoires, comment le socialisme est une interprétation matérialiste et économique de la doctrine chrétienne du paradis terrestre, de péché originel et de la Rédemption.

(2) C'est la société bourgeoise qui a engendré le socialisme, c'est elle qui nous y a mené. Le socialisme, c'est la chair de la chair, le sang du sang du capitalisme. Ils se trouvent sur un seul et même terrain; c'est un seul et même esprit, ou plutôt une seule et même négation de l'esprit, qui les anime. Le socialisme a hérité l'athéisme de la société bourgeoise et capitaliste du XIX^e siècle, la plus athée en vérité que l'histoire ait jamais connue. La relation de l'homme avec l'homme y était déjà faussée. C'est l'économisme de la civilisation du XIX^e siècle, qui, ayant dénaturé l'organisation hiérarchique de la société, a engendré le matérialisme économique, lequel est un reflet exact de la civilisation au XIX^e siècle. Alors en effet la vie spirituelle n'était guère qu'un épiphénomène, une adaptation idéologique aux choses d'en bas. L'adoration de Mammon à la place de Dieu est propre au capitalisme et au socialisme également.

Un nouveau moyen âge, par Nicolas BERDAIEFF, pp. 269-270.

culution, à un mouvement des prix sur le marché, dont il a eu l'habileté de profiter.

Et quel est donc le régulateur de cet immense mécanisme qui, malgré les crises, les méventes, les faillites, les chômages, joue cependant, dans l'ensemble, avec une admirable précision? Le régulateur, c'est le prix du marché déterminé par la libre concurrence de tous les acheteurs et de tous les vendeurs.

A ce tableau, que tout le monde connaît, les socialistes ajoutent quelques touches qui les distinguent des libéraux.

Pour commencer aujourd'hui, une production quelconque, il faut un capital. La somme initiale requise devient de plus en plus forte au fur et à mesure que la grande production progresse et que s'opère la concentration industrielle. De là, plusieurs conséquences. La première, c'est que le capital vous sa forme argent est véritablement le maître de toute la vie économique.

Là où le capital se dirige, la vie économique naît, se développe et prospère. Il est comme l'eau qui vivifie les sols trop secs, ou le soleil qui fait mûrir les moissons et les fruits.

S'il se retire au contraire, la prospérité d'une branche d'industrie et parfois de toute une région se ralentit et meurt.

Une autre conséquence, c'est que la société tend à se diviser en deux classes : celle qui possède les capitaux et qui vit sans travailler du profit de son argent; la seconde qui n'a pour vivre que sa force de travail qu'elle loue, au jour le jour, aux capitalistes (1).

Des deux, bien entendu la classe prolétarienne est la plus faible. Aussi est-elle exploitée par la classe capitaliste.

Or, cette exploitation a une origine technique : le fait que les instruments de production sont nombreux, compliqués et partant coûteux, et une origine juridique : la propriété privée des instruments de production.

* * *

Telle est fort sommairement esquissée la notion courante du « capitalisme ».

A part la liberté qui joue évidemment un rôle considérable dans la civilisation moderne, on remarque que la plupart des caractères qu'on prête généralement au capitalisme sont de nature économique-technique.

Il est tout à fait loisible de choisir un point de vue quelconque pour décrire une société ou une civilisation. L'organisation économique du Moyen âge diffère de l'organisation économique moderne. Il est utile, il est intéressant d'analyser ces types de production des richesses matérielles et de les comparer.

Il est d'ailleurs aussi intéressant et aussi utile de faire des travaux du même genre sur tous les aspects partiels de la vie sociale : l'art, le droit, la religion, la langue, etc.

A une condition pourtant, c'est que l'on sache et que l'on dise et qu'on n'oublie jamais que le point de vue adopté est partiel et fragmentaire.

La vie économique du Moyen âge, ou celle des temps modernes, sont d'un très grand intérêt, mais n'épuisent pas, loin de là, toute la réalité sociale de l'une ou de l'autre de ces époques.

Or, quand on parle aujourd'hui du « capitalisme », c'est consciemment ou non, volontairement ou non, la civilisation totale d'une époque que l'on entend désigner.

On tombe ainsi, les libéraux aussi bien que les socialistes, dans cette erreur aussi profonde que néfaste, qui porte dans l'histoire des idées le nom de : matérialisme historique, ou d'interprétation économique de l'histoire. On suppose qu'une civilisation donnée, à un moment donné, s'explique tout entière, avec ses qualités et ses défauts, par sa structure économique.

Un exemple : l'exploitation de l'ouvrier moderne et ses misères physiques et morales se ramènerait à ce fait qu'il n'est plus, comme l'artisan d'autrefois, propriétaire de ses moyens de production.

Suppose-t-on, par hasard, que l'artisan aux Indes, en Chine, au Japon, n'a jamais été exploité? Certes, en général, il ne l'était pas dans le Moyen âge chrétien, mais pour de toutes autres raisons que la technique de son métier.

L'ouvrier d'aujourd'hui, en Amérique par exemple, pays capitaliste par excellence, est-il misérable et exploité? Non, n'est-ce

pas? et pourtant il n'est pas propriétaire de ses instruments de travail.

De la structure économique d'une civilisation, il n'y a rien à préjuger quant à la situation morale et intellectuelle, au bien-être matériel et spirituel des hommes qui vivent dans cette civilisation.

* * *

On peut, si l'on veut, appeler la civilisation moderne, une civilisation capitaliste. Puisque l'usage s'en est établi, autant le conserver et ne pas perdre son temps à des querelles de mots.

Mais dans ce cas, il faut aller au fond des choses. Il faut rechercher avec soin, toutes les caractéristiques essentielles de cette civilisation.

On peut être assuré d'avance qu'on devra mettre en relief des traits empruntés à l'économie. La manière dont les peuples pouvoient à la satisfaction de leurs besoins matériels, a, dans la vie de ces peuples d'immenses répercussions, jusque dans les sphères du sentiment, de l'intelligence et de la moralité.

Mais il faudra aussi ne pas laisser dans l'ombre les institutions politiques et sociales, les idées morales, l'état religieux.

* * *

J'ai eu dernièrement une heureuse surprise et qui fait bien augurer de l'avenir. Un socialiste belge de grande valeur intellectuelle et morale, qui fut dans notre pays un fervent adepte du marxisme, M. Henri De Man, ayant à définir le capitalisme, le faisait en des termes exclusivement spirituels. Le capitalisme, pour lui, c'est avant tout un état d'âme, c'est aussi un étalon des valeurs. On peut donc rencontrer des bourgeois qui n'ont pas l'âme capitaliste. En revanche, on trouvera chez des ouvriers, voire même chez d'ardents socialistes — meneurs ou menés — des sentiments capitalistes.

Ces sentiments ne sont pas le triste privilège d'une classe sociale, ni d'un parti. Ils n'ont aucun rapport essentiel avec la position dans l'œuvre de la production.

De Man, comme tous les philosophes allemands et slaves, distingue soigneusement la culture de la civilisation. La civilisation se rapporte au développement matériel. Nous sommes, aujourd'hui, infiniment plus civilisés qu'on ne l'était au Moyen âge ou dans l'antiquité grecque. La culture, au contraire, s'exprime par une commune croyance, une échelle des valeurs intellectuelle et morale acceptées de tous et qui s'impose à toutes les activités individuelles et sociales. A ce point de vue, la Grèce antique, avec ses philosophes, ses prêtres, ses artistes, son intense vie politique; le Moyen âge avec ses saints, ses chevaliers, ses cathédrales, avec l'imprégnation de toute la pensée et de toute la vie par l'idéal religieux, étaient incomparablement plus cultivés que l'époque moderne, avec ses usines, ses bourses, ses cinémas son utilitarisme bourgeois et ouvrier.

Ce qui caractérise une époque de culture, selon De Man, c'est d'abord l'idéal que s'impose à chacun, le but suprême des ambitions de tous (1) et qui s'incarne dans ceux que dans les temps moins dénués de grandeur que le nôtre, le peuple vénérât comme des héros.

Le capitalisme se distingue d'abord par la toute puissance de l'argent. Le héros des temps modernes, c'est le millionnaire, peu importe d'ailleurs dans quoi et comment il a rafflé ses millions : l'industrie, le commerce, la bourse ou l'exploitation des passions humaines.

Un deuxième trait de la culture bourgeoise, c'est l'égoïsme individualiste. Chacun s'efforce comme dans une course à dépasser les autres, à les vaincre, sans nul souci du bien d'autrui et encore moins du bien commun.

C'est ce qu'un excellent historien des doctrines économiques (2) appelait joliment : « Plutus déchaîné! »

Enfin le capitalisme bourgeois est hypocrite. Il s'applique à masquer son mercantilisme, son égoïsme foncier, derrière une vague phraséologie humanitaire. Il l'enrobe dans des propos religieux, moraux, idéalistes qui font le plus criant contraste avec l'égoïsme souriant et froidement féroce qui meut tout le monde.

L'analyse de De Man est loin d'être complète. Mais elle consti-

(1) « Ceux qui ont, et ceux qui font », suivant une formule de M. Vandervelde.

(1) *Der Sozialismus als Kulturbewegung*, par Henri DE MAN, Berlin, 1926.

(2) Gonnard : *Histoire des doctrines économiques*, 3 vol.

tue un énorme progrès sur l'interprétation purement juridico-économique du capitalisme.

Le problème social redevient ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, un problème il est vrai fort complexe mais un problème avant tout moral et religieux.

FERNAND DESCHAMPS,
Professeur d'économie sociale.

(A suivre.)

Le catholicisme allemand

Le passé, l'avenir

I

Quand on envisage le développement historique du catholicisme allemand contemporain à la lumière de mots d'ordre : « Infériorité — Contre-Réforme », le spectacle est singulier. Aussi longtemps que les catholiques d'Allemagne étaient tenus sous le fouet de la soi-disant « infériorité », la presse libérale et protestante ne pouvait assez dépeindre l'arriérisme — si on peut dire — et l'insignifiance du catholicisme. Et cependant la force vitale et culturelle inhérente à ce dernier avait, au cours des années d'avant guerre, comblé bien des brèches et frayé la voie à une avance éminemment consolante. Mais voilà qu'à l'heure actuelle, de par la liberté de conscience et la liberté de mouvement acquises grâce à la Constitution de Weimar, l'Eglise catholique s'éveille à une vie religieuse et culturelle plus intense : aussitôt le mot de « Contre-Réforme » retentit dans tout le camp protestant. On reparle de nouvelles « ambitions romaines », alors que la seule et unique raison de l'offensive de Rome » dans l'Allemagne d'aujourd'hui réside dans l'emploi de cette liberté de croyance, de conscience et de mouvement, que le protestantisme avait toujours revendiqué pour lui-même comme quelque chose allant de soi, et qu'aujourd'hui la partie catholique du peuple allemand s'est complètement appropriée. Un parallèle entre l'époque de naguère, la période d'infériorité, et la « Contre-Réforme » d'aujourd'hui — rendue plus vive encore par un troisième mot d'ordre, celui de Concordat, — nous permettra de mieux nous orienter dans la situation présente, comme de nous rendre mieux compte des conditions qui, dans l'avenir, pourraient rendre tolérables les rapports entre les deux confessions chrétiennes.

* * *

La sécularisation avait dépouillé l'Eglise catholique de sa puissance matérielle et de son niveau culturel et intellectuel si élevé ; elle avait mis à la disposition des populations protestantes, notamment de l'Etat prussien, de la noblesse luthérienne, des universités, de nouvelles et importantes richesses. Cette sécularisation avait eu pour conséquence, chez les catholiques, une infériorité économique et une instruction déficitaire à laquelle des catholiques éminents tels que le baron von Hertling et la Société Görres, et dans les temps plus modernes Bell, Schreiber, Lauscher, Hess ont tâché de remédier avec le plus grand zèle. Le *Kulturkampf*, cette tentative officielle de l'Etat prussien d'enlever à l'Eglise catholique toute importance, donna à la situation plus d'acuité encore. Des années durant les catholiques combattirent pour obtenir en Prusse et dans le reste de l'Allemagne l'égalité de traitement (*parität*). Mais ce fut « l'imparité » qui resta le principe gouvernemental prusso-protestant. Lentement et à force de ténacité maints résultats positifs furent obtenus, mais il n'était aucunement question d'une abrogation de ce principe inique en lui-même. Au cours de la guerre, une liberté religieuse complète ayant été accordée par l'administration allemande aux Roumains, le député Gröber en prit occasion pour demander ironiquement en plein Reichstag que

la liberté octroyée aux Roumains fût étendue aux catholiques allemands.

« Puissance d'avant-garde protestante », la Prusse avait pour principe l'oppression des catholiques.

Frédéric le Grand avait stipulé qu'aucun catholique au service de l'Etat ne pourrait gagner plus de trois cents talers. Dans le royaume de Prusse (qui compte des millions de catholiques en Rhénanie et en Silésie) c'est à peine s'il y a eu, depuis qu'il existe une demi-douzaine de ministres catholiques. Dans l'administration supérieure, les catholiques jouaient le rôle de véritables merles blancs. Un siècle durant des arrondissements aussi catholiques qu' Fulda, d'autres encore, n'eurent pas le droit d'envoyer un sen catholique siéger au *Landrat*.

Pas d'emploi pour les *privatdozenten* catholiques. Hertling dut attendre vingt-cinq ans avant de devenir professeur agrégé. Le professeur Spahn ayant obtenu une chaire à Berlin, le professeur Lenz fit entendre des doléances, disant que l'Université berlinoise était regardée comme la citadelle du protestantisme, que Spahn devait dès lors aller chercher fortune ailleurs. On se souvient encore du cri de rage qui secoua la presse libérale et protestante lorsque Martin Spahn, vrai merle blanc, fut nommé professeur agrégé ; l'Université de Strasbourg. Celle-ci ne comptait presque pas de professeurs catholiques dans son sein et était dès lors appelée croyait-on, à tuer tout naturellement l'âme populaire catholique d'Alsace-Lorraine. Les statuts d'Universités comme celles de Königsberg, de Halle, de Rostock excluaient les catholiques. Le directeur du jardin botanique de Halle dut démissionner parce qu'il était catholique. Dans les écoles supérieures d'Allemagne se jouait la comédie bien connue de la soi-disant « absence de préventions scientifiques : tout athée, tout moniste, tout juif, tout protestant était reconnu apte à professer ; il n'en était pas de même de « l'ultramontain », même lorsque ses mérites scientifiques étaient hors de toute contestation possible.

* * *

L'intolérance anticatholique pénétrait jusque dans la sphère religieuse proprement dite. Là aussi régnait la politique du baillon dont aujourd'hui tout Allemand ayant le culte de la liberté devrait avoir honte. C'est ainsi qu'à Königsutter par exemple (Brunswick), les catholiques ne pouvaient assister au service divin qu'une fois tous les quinze jours ou toutes les quatre semaines, et ce avec l'autorisation de l'autorité. Les diacônes protestants étaient libres d'acquiescer des terrains et d'y établir des œuvres de charité mais les membres des ordres religieux catholiques, tant femme qu'homme se voyaient privés de ce droit. De petites concessions n'étaient faites dans cet ordre d'idées qu'après des requêtes au *Landrat* d'abord, aux plus hauts fonctionnaires de divers ministères ensuite, requêtes qui demandaient des années entières pour aboutir. Pour être autorisés à se construire une chapelle et un hôpital, les catholiques de Zoppot durent lutter douze années durant. Les processions de la Fête-Dieu étaient interdites, ainsi que les manifestations du sentiment religieux, telles que missions populaires et retraites.

Les collégiens protestants étaient autorisés à former des cercles d'études bibliques (pourquoi pas, d'ailleurs?), mais les congrégations catholiques en l'honneur de la Sainte-Vierge étaient prohibées. Il ne fut pas permis aux Coloniais de donner le nom de *Görres gymnasium* à un de leurs collèges ; car l'ombre de ce grand Allemand ne devait pas être évoquée là où se trouvaient des « gymnases » portant les noms de Luther et de Melancthon.

Un officier catholique veillait-il à ce que ses enfants issus d'un mariage mixte reçussent une instruction catholique, il devait renoncer à son poste.

Jusqu'aux troubles des années 40 à Cologne, l'Etat prussien avait tenu à ce que tous les enfants nés de ces unions fussent baptisés et élevés dans la religion du père (soit dans la religion protestante dans la plupart des cas).

Que d'iniquités encore commises par le duel obligatoire. Si des officiers et des officiers de réserve catholiques se refusaient à se battre, en invoquant leur devoir religieux et leur conscience (de telles raisons étaient toujours valables là où il s'agissait de protestants) ils étaient « gracieusement » congédiés. A mesure que les années se succédaient, ce fut par milliers que des catholiques n'étaient pas promus officiers de réserve parce que catholiques. Ils durent attendre jusqu'à la guerre pour pouvoir démontrer leurs aptitudes.

L'Union étudiante catholique « Sugambria » fêtait dernièrement à Iéna le vingt-cinquième anniversaire de sa fondation. L'histoire de cette association est la honte de la *kulturgeschichte* protestante.

Dans un sentiment de fierté, ces jeunes gens voulaient porter leurs couleurs à l'Université d'Iéna à titre d'étudiants catholiques allemands. Pour cette raison seule, l'intolérance protestante les tournait en ridicule dans les processions du Mardi-Gras. Ce ne fut qu'après la guerre sous la pression de la liberté générale qui régnait désormais dans le domaine religieux et culturel, que le Sénat universitaire dut, à contre-cœur, leur concéder le « droit aux couleurs » (*farbenrecht*). On se souvient encore dans les milieux universitaires comment dans les brasseries Pschorr, de Munich on s'attaquait journellement aux étudiants catholiques aux cris de : « Cochons de catholiques ». Et ce n'étaient pas les étudiants prussiens qui dans ces agressions jouaient le tout dernier rôle : loin de là.

* * *

Comme les souvenirs se pressent en foule dans mon esprit, j'en choisis un au hasard, un des pires exemples de cette intolérance, le cas de M. Kaufmann, ober-bourgmestre de Bonn. On tenta de fouiller dans sa conscience à l'époque du *kulturkampf*, en lui demandant s'il exécuterait volontiers les lois de mai. A quoi Kaufmann répondit par la négative, tout en déclarant qu'il les exécuterait quand sa charge l'y obligerait. Il dut se retirer de son poste.

Que de fois, il est arrivé qu'un catholique chercha dans une commune un emploi d'ordre industriel? On lui promet de l'engager. Mais voilà qu'on apprend qu'il est catholique; aussitôt refus. L'« imparité »; telle est la plus grande tare du système prusso-protestant, lequel réservait les premières places dans l'Etat et dans les provinces aux membres des corporations et des associations étudiantes, circonstance, notons-le en passant, qui est responsable pour une bonne part de ce qu'à l'heure actuelle le peuple allemand est dans un état d'infériorité regrettable quant à la qualité de ses fonctionnaires.

Qu'on veuille bien lire ce que Steinhausen, un historien de la *kultur* qui, certes, n'est pas dénué de compétence, a écrit au sujet de ce système de sélection dans son livre : *Der politische Niedergang Deutschlands* (1927, p. 168). On sait combien dans les administrations centrales on veillait à ce que les fonctionnaires futurs fissent partie d'une seule et même corporation. En vertu de ces connexités, de ce népotisme « recevaient de l'avancement les personnalités de facultés moyennes, à extérieur attrayant et parfois des nullités complètes. Voilà à quoi il faut attribuer le manque de personnalités réellement dirigeantes ou créatrices ».

En pratique, il arrivait ceci : les référendaires des corporations étudiantes se voyaient désignés longtemps à l'avance pour occuper des postes; aussi ne restait-il plus de places pour les référendaires catholiques. De là que c'est à peine si dans l'ancienne Prusse on comptait une soixantaine de conseillers provinciaux catholiques et la plupart faisaient partie de la noblesse avec laquelle on se gênait encore quelque peu en Prusse.

Ce système d'oppression et de violence s'était étendu à toute l'Allemagne, sous l'influence — en Prusse et dans les autres Etats — du protestantisme, du libéralisme, de l'esprit de corps et de clique étudiantin, des campagnes d'excitation de l'Union évangélique, d'une presse quotidienne habituée à chanter les louanges du libéralisme et du protestantisme. De cette extension les catholiques aussi sont d'ailleurs quelque peu responsables. Et il y a trente ans, les *Munchner Neueste Nachrichten* pouvaient écrire (n° 167 de 1896) : « Malgré toutes les déclarations pompeuses contraires, les catholiques seront graduellement éliminés des postes les plus importants et les plus influents dans la vie intellectuelle et industrielle du peuple. Tout d'abord, ils seront appauvris, et de ce fait, il leur sera de plus en plus difficile d'envoyer leurs enfants dans les écoles supérieures. La regrettable situation existant déjà va s'accroître encore, et en fin de compte aucune protestation ne servira plus de rien, les moyens faisant défaut d'y donner suite ». Prophétie qui était dictée à la feuille munichoise par ses sentiments anticatholiques. Mais nul doute pourtant qu'il y a trente ans le mouvement culturel catholique ne fut encore dans une situation très critique (1).

Dr Hans ROST.

(Traduit de l'allemand
Copyright Schönerer Zukunft, Vienne.)

(1) La fin de cette étude paraîtra dans notre prochain numéro.

La position philosophique de M. Gonzague Truc, apologiste de saint Thomas et des Sacrements (1)

Il est très clair que M. G. Truc demande à la philosophie ce qu'elle ne peut lui donner; il réclame d'elle une nourriture et des douceurs que seule la Religion dispense. *Valles abundabant frumete... unxit te Deus, Deus tuus, oleo laetitiae...*

Je ne résiste pas au désir de rencontrer ici une déviation dominante chez toute une variété de catholiques qui participent au même état d'esprit. N'est-ce d'ailleurs pas notre misère commune à tous, sauf les saints, de dégrader plus ou moins les dons que Dieu nous fait, les uns d'une manière, les autres d'une autre? Que de fois n'entend-on pas des catholiques intellectuels, élever une plainte sourde ou vive contre les méfaits de l'intellectualisme, en fait, du thomisme? L'intellectualisme est froid; par lui-même, il ne peut rien; le cœur a ses raisons, et c'est de lui que les grandes pensées viennent. Arrive ensuite le refus de croire, en tout ou en partie, à l'efficacité des preuves thomistes; et, d'ailleurs, il y a thomisme et thomisme : duquel parle-t-on? Autrement dit, le thomisme est un mythe. Et l'on termine par un hymne en faveur du cœur et de l'âme opposés à la raison.

Cela revient à demander à un pommier de porter des prunes; sous prétexte qu'on préfère celles-ci, on se refuse à reconnaître la bonté des autres fruits. Mais la froideur et la rigueur, pour ne parler que d'elles, sont précisément des vertus en philosophie, s'il est vrai qu'elle est une science! On ne les reproche pas aux mathématiques : que de joies pourtant dans le monde, seraient fauchées, que d'existences seraient saccagées, si les mathématiques ne disaient vrai. Il y a un temps pour délirer. Selon le point de vue où la vie veut que nous nous plaçons, un ordre maintenant principal peut devenir tantôt secondaire, et c'est vraiment se faire une idée sommaire et rigide de la constitution de l'homme que de ne pas le voir.

Ces amis exagérés du cœur humain ne voient donc pas que l'erreur descend rapidement de la tête dans le cœur? (2). Voilà ce pauvre cœur si prôné, mais si lamentablement défendu, en bonne voie de se corrompre. Voulez-vous guérir le cœur en agissant directement sur lui sans plus? C'est soigner le mal sans en supprimer la cause. Tout mal n'est pas d'essence ou d'origine intellectuelle? Sans doute, il y a encore les péchés de la chair; mais les égarements les plus graves touchent intimement à l'intelligence, et, en tout cas, l'homme ne peut fauter par le cœur, ni même par la chair, sans la participation de l'esprit, pas plus qu'il ne peut mériter sans lui. Une intelligence saine et robuste se caractérise même par cela qu'elle nous permet de distinguer le vrai du faux, le bien du mal, en toute matière humaine, de la plus humble à la plus haute, Dieu aidant.

* * *

Que l'intellectualisme puisse mener à l'excès, qui le nie? Toutefois l'homme avance entre deux abîmes; c'est même pour cela qu'il est si important d'harmoniser les ordres et de vouloir érudiment être sage. Ayons de l'âme, débordons de sentiment, que notre imagination foisonne; soyons des hommes de cœur, des poètes et des artistes; soyons des mystiques; mais soyons tout cela *in tuto*; que notre folie elle-même, car il faut encore que nous soyons des fous avec Jésus-Christ, soit réglée par l'esprit de sagesse, naturel d'abord et surnaturel ensuite; quand c'est le moment, que l'un cède à l'autre. Une mystique disait : « Un acte parfait est non seulement un acte fait par l'amour, fervent et complet, mais c'est encore essentiellement un acte raisonnable; car un acte, si fervent et si plein qu'il soit, s'il est imprudent et déraisonnable, est entaché d'imperfection; ce n'est donc pas le plus parfait. » (3). Si la charité est l'âme de toutes les vertus, la prudence en est le lien.

(1) Voir la *Revue catholique* du 16 septembre.

(2) Il est d'ailleurs aussi fréquent qu'elle remonte du cœur à la tête, car il y a beaucoup plus qu'un moyen pour l'homme de se gêner, comme il y a, grâce à Dieu, beaucoup plus qu'un recours et qu'une voie de salut.

(3) Mère Louise-Marguerite de la Touche, fondatrice des religieuses de Bethléem du Sacré-Cœur, morte le 14 mai 1915.

Il y a beaucoup de tempéraments parmi les hommes; mais aucun n'est exempté d'être bon et judicieux. Et ce sont justement les sensibles, les passionnés, que l'état désastreux du monde crucifié, les natures d'apôtres qui, une fois introduites dans le sanctuaire de la Vérité, en deviennent très vite les amants et, par suite, les défenseurs des droits de l'intelligence; et c'est à cause de cette ardeur pour la vérité toute pure, qui est en même temps, en ce qui concerne le thomisme, humble obéissance au Pape et à l'Eglise, que les libéraux à tête faible et dérangée les appelleront toujours des fanatiques. Mais la colère de ces fanatiques-là, c'est une « colère d'amour » (1); elle n'est que la face guerrière de leur *gaudium de veritate*.

* * *

Pour en revenir à M. G. Truc, n'est-il pas remarquable qu'il se rencontre, lui, le centripète, avec ces centrifuges? Remarquable, mais pas extraordinaire. C'est un fait d'expérience que dans sa remontée vers le vrai, un esprit peut faire étape successivement, à toute une série d'erreurs et adhérer profitablement à l'âme de vérité qu'elles recèlent encore, avant d'entrer dans la zone du vrai sans mélange. C'est ainsi que certains sont revenus au christianisme par Renan: ils y avaient pris une certaine admiration du Christ et la préoccupation du problème historique des origines du christianisme. De Voltaire à Renan, a-t-on dit, il y a un grand progrès, sous un certain rapport.

On l'a vu, M. G. Truc est un agnostique qui pratique l'éclectisme, par désir de la Vérité vivante. On va voir que son ambition est de le transformer en une sorte de syncrétisme gnostique, car s'il professe l'impuissance de la raison humaine et s'il se refuse à délirer en dehors de toute raison, il ne se résigne pourtant pas à rester inerte par l'esprit, à ne pas savoir, à ne pas chercher, à ne pas jouir de la paix du cœur et du repos ineffable de l'âme.

Après qu'il a déclaré qu'il ne nourrit, au sujet de l'avenir de la raison, que de « vagues espoirs, que lui suggère un problème demain. » (2), écoutez-le maintenant conjecturer cet avenir incertain et nous proposer ses propres spéculations: « Pourquoi, dès lors, ne pas imaginer, pour un demain peut-être proche, un monisme qui s'établirait sur une force initiale et simple enfin découverte, — (« l'ancienne dualité matière-esprit » ayant été au préalable abolie) —, et ne pas rêver à la révolution qu'une démarche aussi décisive opérerait dans le monde physique comme dans le monde moral? Car là, nous avons marché encore... »

Et M. G. Truc, tout à l'heure si morne et si désabusé, marche, réconcilie Guénon avec Maritain, Bergson avec Aristote, Kant avec saint Thomas, et aspire à « savoir de tout son être et non pas uniquement par le cerveau », à découvrir une Substance unique (qui ressemble comme deux gouttes d'eau à l'idée de Dieu dans le panthéisme) et se demande « s'il n'y aurait pas lieu de s'essayer à quelque métaphysique moderne... désormais capable de se passer du dogme et de se défendre contre la logique, d'opérer la synthèse des connaissances actuelles, de restaurer au-dessus du fait, de la loi, de la relation, un ordre des idées. » (3). Puis, après une sorte de délire sacré de l'imagination philosophique, M. G. Truc redescend en douceur vers de beaucoup plus modestes espoirs (car son agnosticisme, un instant étouffé, reprend bientôt vigueur), et il se borne, pour finir, à souhaiter que l'intelligence puisse un jour « soupçonner quelque formidable figure », sans qu'on puisse d'ailleurs jamais en dire « quel sera le dessin final ». Et le livre finit sur cette phrase-ci: « De toute façon, pourtant, qu'on se rassure: la suite du Monde, ne peut être que le rapprochement de son destin. » Après ce qu'il a dit plus haut, je défie bien M. G. Truc de nous prouver la vérité de cette simple affirmation, qui, pour nous, prend la figure d'une lapalissade. Le fait est qu'il flotte, entre le ciel et terre, à la recherche de l'absolu.

* * *

Je voudrais, au moins sur un point, appliquer aux idées de M. G. Truc mes réflexions précédentes sur les conséquences morales de l'erreur intellectuelle. Supposons qu'un jeune esprit est convaincu que la dualité matière-esprit est arbitraire, et

(1) Joseph de Maistre.

(2) *Avenir de la Raison*, p. 169.(3) *Idem*, p. 167.

supposons-le porté à mettre d'accord ses actes avec ses idées. Du coup, « la chair » est réhabilitée à ses yeux, le sixième et le neuvième commandements n'ont plus de raison d'être, et les mœurs qu'il a jusqu'à présent tenues pour bonnes, le voilà qu'il se met à les considérer comme conventionnelles, retardataires et tyranniques. L'attrait de la vie dangereuse aidant, le jeune esprit passe à l'acte, et nous avons un débauché de plus. Pure hypothèse? Histoire vraie, histoire vécue: j'ai connu un cas tout pareil, car il y a peu de choses nouvelles sous le soleil. Il convient de tenir ses yeux grands ouverts et d'être prudent.

Quoiqu'il en soit, ce qui frappe chez cet esprit vivant, c'est qu'il change et pour se rapprocher de la Vérité catholique. Son progrès de la franche aversion à la plus vive des sympathies, l'amène de plus en plus à constater la profonde convenance qui existe entre les nécessités intellectuelles, morales, sociales et religieuses de l'homme et le catholicisme. Son prochain livre portera ce titre: *Les Raisons perpétuelles de croire*. (Apologétique d'un incroyant.) Son dernier livre, *Les Sacrements*, était une apologie minutieusement tramée de la vertu de ces signes sacrés qui opèrent ce qu'ils représentent: *Officiant quod figurant* (saint Thomas) ce qu'ils représentent: « J'ai connu un cas tout pareil à notre première et à notre inapaisable soif d'infini. » Naturellement, pour notre auteur, tout reste psychologique. Et cependant, il admet maintenant comme possible je ne sais quelle indéfinissable correspondance entre ce qui est au fond du mystère et eux: « Mais soit qu'ils marquent le terme d'une illusion hardie, soit qu'ils expriment une vérité inconvenable, ils introduisent bien dans le sacré, la part la plus grande d'humanité que ce sacré ait reçu jamais » (1).

Pourquoi, dès lors, semble-t-il hésiter entre l'espèce de gnose qu'il appelle de ses vœux et la pratique catholique? Parce qu'il est trop intelligent et parce qu'il a trop de droiture pour ne pas voir que pour pratiquer le catholicisme il faut être catholique. Un incroyant, comme M. G. Truc, peut bien avoir des façons de penser modernistes, mais le modernisme vécu qui implique l'adhésion de l'âme profonde, lui répugne violemment.

Chose merveilleuse et illogisme étonnant: il suppose constamment la grâce, il lui réserve sa part, il en constate l'absence en lui! N'est-ce pas le moment de prononcer la parole de Pascal: « Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. »? Il est vraisemblable que M. G. Truc a été pratiquant jusqu'à l'âge des quinze ans et que son histoire est celle de beaucoup d'entre nous. Elles sont profondes, elles sont tenaces, les survivances du baptême! « C'est le cœur qui sent Dieu et non la raison », dit le même Pascal. Mais ce sentiment du cœur exige une base solide, irremplaçable, rigoureusement indispensable: l'adhésion entière et volontaire de la raison (2). Un incroyant baptisé, confirmé, communiqué jadis, peut bien se souvenir de Dieu dans le fond de son cœur, et la notion de la grâce peut rester indéfinissablement vivace dans son esprit, sans pour cela qu'il puisse être dit avoir encore la foi.

* * *

Au point où en est M. G. Truc, il me semble qu'un examen humble et sévère du problème central, celui de la divinité de Jésus-Christ, est devenu nécessaire. Cet examen est plus rare et plus difficile qu'on ne le croit. Il faut compter avec les erreurs, les prétentions, les demi-convictions, les racontars pseudo-scientifiques qui encombrant notre mémoire, avec la stupéfiante ignorance religieuse de ceux-mêmes que la question religieuse passionne, avec l'infinie puérilité humaine, avec l'intime orgueil intellectuel. « N'avez-vous pas de Dieu, du monde, et de ce qui s'y passe, des hommes et de ce qui règle leur tête et leur cœur, donné des définitions avec grande assurance, effrontément, d'un cœur ferme? », ricane Méphistophélès au docteur Faust. Nous avons beau nous mouvoir en plein relatif: nous devenons instantanément hommes d'absolu pour soutenir nos pauvres conjectures et nous ne craignons pas de généraliser nos aperceptions particulières, de les publier et de les enseigner sous une forme systématique. L'homme aime à parler comme s'il avait autorité. La bonne foi a ses degrés, ses étages, et les replis du cœur humain sont tortueux et profonds. *Omnis homo mendax*: Ce qui sauve tout, c'est la bonne volonté.

(1) *Les Sacrements*, p. 185.

(2) La foi, c'est l'adhésion de l'intelligence nue par la volonté (Saint Thomas).

Jusqu'ici, M. G. Truc s'est avancé vers la Vérité le front levé et le regard haut, comme s'il voulait lui donner sa définition, son être dans l'esprit des hommes. Je lui propose maintenant d'un peu courber la tête et de la laisser venir à lui; de l'appeler, de l'attendre humblement. L'incroyant de bonne volonté aussi peut prier: Vérité, si tu es, parle-moi, révèle-toi!

Pourquoi suppose-t-il arbitrairement que Dieu ne veut pas ou ne peut pas parler aux hommes? Sa crainte — noble et légitime — est qu'on ne le rapetisse, qu'on ne l'anthropomorphise basement. Est-il bas que l'Esprit parle à l'esprit?

Plus on croit, plus on voit que l'incroyance est une infection très maligne de l'âme. M. G. Truc est malade de l'âme. Il a besoin pour guérir de son psychologisme d'une saine et franche métaphysique. Les *Réflexions sur l'Intelligence*, de Maritain, qu'il connaît puisqu'il en a rendu compte, approfondies suffisamment, pourraient lui donner beaucoup, particulièrement les deux premiers chapitres: *De la Vérité et de la Vie propre de l'Intelligence et l'Erreur idéaliste*, où l'épineuse question de l'intellection est traitée avec une rare puissance et une parfaite rectitude dans la plus ténue subtilité; question si difficile que des maîtres sont restés des années devant sans pouvoir la résoudre pour leur compte personnel; on en pourrait donner des exemples fameux.

* * *

Il y a un chemin plus direct pour aller à la vérité: c'est l'apologétique religieuse. Jésus-Christ est-il Dieu ou ne l'est-il pas? Quand on reconnaît l'intelligence pour « capable de saisir l'être », on peut aborder valablement le problème historique du christianisme. Une fois résolu, en principe, tout le reste suit. Trouve-t-il

Jésus-Christ décevant pour l'idée qu'il se fait de la majesté de Dieu, de sa sagesse, de sa bonté, de sa beauté? Je ne veux pas le croire. D'autre part, refusera-t-il d'examiner sa parole quand il dit: « Avant Abraham, Je suis. »? Car « on ne détruit pas l'écriture » (1). Ce qui est écrit est écrit. Il faut l'admettre ou la rejeter. Oui, il faut tirer au clair cette étrange question: un catholicisme admirable sorti d'un fou qui s'est proclamé Dieu, une Eglise, depuis vingt siècles indestructible, édiflée par un homme mortel et pitoyablement vaincu, l'institution la plus sublime, la plus géniale, la plus humaine, la plus bienfaisante, la plus universelle, la plus paradoxale, fondée en trois ans par un jeune et obscur charpentier juif, et propagée dans tout l'univers connu par une poignée d'hommes qui se sont appelés eux-mêmes « les balayeurs du monde », et la prophétie et le miracle constamment au service de cette institution prodigieuse, et la suite de la religion établie depuis le commencement jusqu'à la fin de ce monde. Il faut expliquer cette monstrueuse anomalie-là: la vie sortant de la mort et l'Infini du fini, ou confesser Jésus-Christ. Et il faut le faire vite, car, insensé, demain ou après-demain, on te redemandera ton âme. Nous ne sommes pas du tout chargés de résoudre « le destin du monde »; nous sommes tout au plus chargés de le sauver. Mais pour notre destin à nous, à vous, à moi, à Gonzague Truc, oui, certainement, nous le sommes.

C'est là notre strict et premier devoir humain. Car nous ne sommes rien d'autre que cela: des intendants intimement intéressés aux affaires de leur maître. Mais quel maître, et quelles affaires, ô mon Dieu!

LÉOPOLD LEVAUX.

(1) Saint Jean.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Auguste Beernaert

Qui ne connaît le tableau où Broerman l'a représenté dans l'attitude du penseur: tête puissante appuyée au bras droit, front large, regard profond et scrutateur sous l'épaisse arcade sourcilieuse, nez proéminent, bouche largement dessinée de l'orateur, menton glabre et les favoris des hommes de loi d'ancien régime. Au total, face du genre léonin qui respire l'intelligence souveraine et l'énergie de la volonté sans exclure la finesse ni la bonhomie.

Né à Ostende le 26 juillet 1829, il avait quatre-vingt-trois ans quand la mort le frappa à Lucerne. Brillant élève de l'Université de Louvain, il avait complété ses études à Paris, à Berlin, à Heidelberg. Vers 1859, il débuta au barreau de Bruxelles, où la distinction de sa parole, jointe à son habileté juridique le placèrent d'emblée au premier rang. Telle était sa réputation et tel son prestige que, dès 1873, Malou, l'annexant au parti catholique, vint le chercher pour en faire le ministre des Travaux publics dans le cabinet qu'il présidait, et c'est seulement l'année suivante que les électeurs de Thiel l'envoyèrent siéger à la Chambre.

Il passait alors pour professeur des opinions libérales et le choix de sa personne fut particulièrement agréable à la fraction modérée du parti catholique. Le nouveau ministre força tout de suite l'attention sympathique sur tous les bancs par la maîtrise de sa parole qui alliait l'élégance à la vigueur, par son incontestable supériorité dans les discussions d'affaires.

Beernaert apparut dès l'abord comme un *debater* d'allure magistrale. Membre de l'opposition à l'avènement, en 1878, du ministère libéral Frère-Orban, après que celui-ci eut été balayé par les « élections du mépris », il entra dans le grand ministère libérateur de 1884 sous la présidence de Malou. Après le renvoi de Woeste et de Jacobs, sacrifiés à la violente insurrection du parti libéral, sa haute modération et sa souplesse, parfois excessive, le firent désigner, pour prendre le pouvoir, au choix de Léopold II.

Avec l'apaisement des passions qu'amène le recul des années, l'impartiale histoire dira que, par cette prudente manœuvre, le Souverain avait sauvé la victoire des catholiques et reconnaîtra qu'il rendit à leur parti, comme il l'a déclaré un jour, un véritable service.

Pendant dix ans, avec une clairvoyance qui s'égalait à l'énergie, il présida, sans fléchir, à la plus importante évolution politique et sociale qui ait jusqu'ici marqué le cours de notre histoire.

S'élevant au-dessus des idées de son milieu pour répondre aux aspirations de son époque, il a tracé à son pays des voies nouvelles, il lui a ouvert les portes de l'avenir. Issu de la bourgeoisie, il a compris que l'heure du peuple avait sonné. Réagissant contre l'hégémonie de sa classe, il a appelé aux urnes la masse, en tempérant le suffrage universel par le vote plural. Il a voulu canaliser le torrent démocratique en contenant une Chambre populaire par un Sénat plus conservateur, en refréant le despotisme des majorités par la représentation proportionnelle, en renforçant le pouvoir royal par le droit d'appel direct au peuple.

A la marée montante du socialisme, il n'a voulu opposer d'autres digues que des réformes hardies qui désarmeraient la haine des classes; il élabora, en conséquence, un vaste programme de mesures législatives protectrices des travailleurs qui ne sont pas toutes encore réalisées.

Cette grande œuvre de la rénovation de la nation belge dans la sphère politique et sociale, Beernaert l'accomplit à travers des difficultés inextricables. Ballotté entre les oppositions de la droite conservatrice menée par le plus redoutable tacticien parlementaire, le comte Woeste, et les oppositions de la gauche libérale et radicale dirigées par Frère-Orban, Bara, Feron, Janson. Ce que le grand homme d'Etat dut déployer, pour y faire face, d'habileté, parfois cauteleuse, et de souple ténacité, on s'en peut faire une juste idée en lisant, dans les *Mémoires* de Woeste, son illustre rival, les pages acrimonieuses qu'il a consacrées à l'histoire de la revision.

Mis en échec sur la question de la représentation proportionnelle, qui ne devait triompher qu'en 1899, Beernaert abandonna le pou-

voir, le 20 mars 1894, sans aucun espoir d'y revenir jamais. « Après 1894, écrit M. A. Mélot dans son remarquable article de *la Revue Générale* (15 septembre), le ressentiment des conservateurs qui ne lui pardonnèrent pas d'avoir ouvert trop larges aux socialistes les portes du Parlement, le ressentiment des socialistes qui ne lui pardonnèrent pas d'avoir fait si fortes et si solides les barrières contre leurs envahissements, la rupture avec Léopold II qui ne comprit pas les raisons de haute morale pour quoi Beernaert s'opposa au travail forcé dans la Colonie, tout fut conjuré pour l'écarter du pouvoir. »

Disgrâce imméritée, s'il en fut, car nul n'avait poussé plus loin le dévouement à la grandiose entreprise du Roi, jusqu'à y risquer, à l'heure critique, sa fortune personnelle, et ce ne fut pas sa faute à lui si « sa patriotique folie » fut refusée. Sans Beernaert, Léopold II n'aurait pas réussi. Avec la sage politique coloniale du grand ministre, basée sur les leçons de l'histoire de toutes les colonies, telles que les avait retracées Bannings — un autre déchu de la faveur royale — dans un célèbre mémoire, est-ce que, demanderons-nous avec M. A. Mélot « la Belgique eût subi l'humiliation de reprendre le Congo sous une pression étrangère ? »

Ministre d'Etat, président de la Chambre maintes fois réélu, son action politique, pour ne plus s'exercer que dans la coulisse, ne s'en fit pas moins sentir. C'est pour avoir raison de sa résistance au fameux projet dit de la Grande Coupure, relative au port et à la place-forte d'Anvers, que Léopold II lui lança une hautaine et rude apostrophe en pleine assemblée de la Nation réunie, en 1905, place Poelaert, pour la célébration du soixante-quinzième anniversaire. M. Mélot a raconté en termes saisissants cette scène pénible, elle montre une fois de plus que chez les grands la volonté d'être servis l'emporte sur la mémoire des services rendus.

La Belgique honora sa verte vieillesse en lui confiant d'importantes missions diplomatiques. C'est ainsi, rapporte M. Trévisé, qu'il la représenta aux deux Conférences internationales de La Haye, adoptant d'ailleurs, dans la dernière, une attitude assez indépendante, puisqu'il renonça, non sans éclat, à sa mission pour n'avoir pas à voter, conformément à ses instructions, contre l'arbitrage obligatoire. Il siégea au Congrès interparlementaire de Genève où il défendit une motion, qui resta en l'air, l'interdiction de l'usage des aéroplanes comme engins de guerre. Il avait esquissé, vers la fin de sa vie, dans l'intérêt de la paix générale, une entente hollandaise-belge, qui resta aussi à l'état de vœu platonique.

Membre associé de l'Institut de France, membre d'honneur de l'Institut de droit international, président de l'Union interparlementaire, grand-croix de la Légion d'honneur, lauréat du Prix Nobel pour la Paix, en 1910, universellement consulté, souvent choisi comme arbitre dans les litiges internationaux, Beernaert était une personnalité européenne qui a élargi le nom belge et magnifiquement représenté son pays devant le monde.

* * *

Qu'était l'homme? La nature l'avait comblé, elle l'avait doté d'une vigoureuse intelligence et d'un robuste tempérament. C'était un fort et sa puissante stature disait tout de suite l'énergie pondérée qui le caractérisait. Ce fort savait s'émouvoir d'ailleurs jusqu'à perdre la maîtrise de soi, qu'il possédait cependant à un rare degré, dans la fameuse bourrasque de l'affaire Pourbaix. Si son cœur était ulcéré par l'ingratitude, il fut sensible jusqu'aux larmes à des manifestations de sympathie.

Si bien doué qu'il fut, il était surtout un laborieux. Elle est de lui, la devise : le repos ailleurs. Qu'ils le connaissent mal ceux qui, frappés de la belle vaillance du joyeux convive, le soupçonnaient de goûts épicuriens. Au travail, dès sept heures du matin, il s'y appliquait d'arrache-pied jusqu'à minuit, n'interrompant ce labeur herculéen que pour déjeuner au pied levé, sur un coin de table, vers le milieu du jour et dîner le soir de sept à huit, quitte à se réatteler incontinent à l'implacable besogne.

On admirait au barreau la tenue littéraire de ses plaidoiries, sa langue châtiée, l'ordonnance classique des preuves à l'instar de la phalange macédonienne; tout cela était nourri de travail. Maître Beernaert écrivait tout au long ses plaidoyers, sans se condamner d'ailleurs à la reproduction littérale et ne les versait au dossier qu'après une recension sévère. Il exigeait de ses collaborateurs le même souci de perfection et pour le fond et pour la forme.

Esclave du devoir professionnel, il ne distinguait pas entre grandes

et petites affaires, la plus mince était aussi méticuleusement étudiée que la plus considérable.

La science juridique égalait chez lui la conscience. Dans les questions de droit fiscal et d'enregistrement, en matière de sociétés commerciales, sa compétence était rare et son autorité indiscutée, il se jouait avec une merveilleuse dextérité dans le dédale des arrêts et des interprétations.

Son éloquence avait un cachet très personnel de distinction et de mesure. A la barre comme à la tribune, il s'imposait par la sobre élégance de sa parole, sa chaleur contenue, la souveraine beauté de sa diction. Sa voix puissante et dominatrice scandait avec un art consommé les périodes bien rythmées, et quoiqu'il lût toujours ses discours, il gardait l'intonation naturelle de la parole improvisée.

Les relations de cet aigle du barreau avec ses confrères étaient empreintes de la plus cordiale courtoisie. S'il lui échappait parfois à l'audience une vivacité à l'égard d'un jeune, il savait en exprimer délicatement le regret. En maintes affaires, les clients prirent plaisir à opposer M^e Beernaert à M^e Woeste, et c'était pour la galerie régal piquant et savoureux que d'entendre ces deux maîtres du barreau, l'un plus incisif et serré, au verbe plus frappé et plus concis, l'autre plus ample et plus vigoureux, l'un et l'autre également lumineux, rivaliser d'habileté juridique et de mordant dans les réparties.

Sous des dehors assez autoritaires, la bonté était vraiment le fond de sa droite et généreuse nature. Très accueillant, il donnait audience, soit rue d'Arlon, soit à sa villa de Boitsfort, à une foule de consultants, il ne rebutait personne. Il est arrivé que, forcé par l'heure de se rendre au Palais de Justice, il emmenait avec lui un brave ouvrier qui s'était morfondu dans l'antichambre pour lui permettre, chemin faisant, de s'expliquer à l'aise.

On connaît les libéralités publiques de son inépuisable charité, on ne soupçonna jamais ses générosités cachées envers des confrères besoigneux, des artistes trahis par le sort.

Cette vie d'obstiné labeur, dévorée par les obligations professionnelles et les préoccupations de la chose publique, embellie par le culte de l'art qui avait fait de lui un mécène opulent et éclairé, très tôt caressée par les rayons de la gloire, mais traversée aussi par les orages politiques, assombrie par le chagrin de ne pas laisser d'héritier, trouva sa plus chère récompense et sa plus douce consolation dans une félicité conjugale sans nuage, dont les témoins intimes demeuraient ravis, tant d'une part la tendre admiration ne s'était pas lassée, tant de l'autre côté la grâce chevaleresque avait gardé sa fleur jusque sous les glaces de l'âge.

La religion, certes, a le droit de revendiquer pour sien ce chrétien dont l'éducation première ne fut pas pétrie de piété mais que l'étude des questions sociales, l'expérience de la vie, la pratique même du gouvernement, les exemples de son foyer n'avaient pas manqué d'affermir dans la foi et d'ancrer dans le fidèle accomplissement de ses devoirs religieux. D'avoir senti son front effleuré par l'aile de la mort dans un mémorable accident, lui avait donné le frisson salutaire de l'au delà et tourné davantage sa pensée vers le but suprême.

« Ni sceptique, ni dévot, dit-il un jour, messieurs, je suis croyant! Je suis demeuré invariablement attaché à ma religion, et au fur et à mesure que j'avance dans la vie, à mesure que je vois se détacher les leçons de l'expérience et celles de l'histoire, je m'y attache davantage. »

Telle est la profession de foi du plus grand homme d'Etat qu'aït connu la Belgique depuis 1830. Sans doute, d'éducation libérale, annexé, comme nous l'avons dit, au parti catholique par l'habileté de Malou, il ne devait pas pleinement identifier sa foi avec sa vie publique, atteindre à l'envergure des Windthorst et des Montalembert, ces illustres champions du catholicisme, il n'eut pas la passion de l'Eglise d'un Woeste, mais défenseur politique des intérêts religieux, il a grandement honoré la religion par la dignité de sa vie, par l'exercice de la charité, par l'éclat de ses services.

Au grand serviteur de la patrie, à celui qui la voulut plus forte, plus éclairée, plus rayonnante, à celui qui lui consacra toutes les ressources de sa vaste intelligence et lui ouvrit les voies de l'avenir, le monument national qui s'élèvera désormais place Marie-José, à Ostende, est le témoignage de l'universelle gratitude des Belges de toute opinion.

J. SCHYRGENS.

FRANCE

« Camaraderie »

Le « pèlerinage » en France de l'American Legion a inspiré ces lignes à M. Paul Claudel, ambassadeur de France aux Etats-Unis (dans le n° de septembre de la Revue des Vivants) :

Le jour même où je mis pied sur le sol américain, la première lettre qui me tomba sous les yeux fut l'invitation des Légionnaires américains du Massachusetts; mon premier pas, comme ambassadeur, hors de ma résidence officielle, a été pour venir les voir. Ma première parole officielle a été pour dire à mes amis et à mes camarades de Boston : « Je suis avec vous! »

Ma journée à Boston a été remplie d'impressions inoubliables. Les délégations des glorieuses Armées de Terre et de Mer des Etats-Unis ont tenu à recevoir l'Ambassadeur de France. La musique militaire a joué, des salves furent tirées en mon honneur. Officiellement, au nom de mon pays, j'ai salué le Gouverneur, le Maire, Son Eminence le Cardinal, les Chefs de l'Armée et de la Flotte. J'ai eu l'honneur également d'être reçu par les Magistrats. On me rappelle l'époque — qui me paraît d'hier, mais qui, en réalité, remonte à trente-trois ans — où, étranger triste et solitaire, j'allais du bureau de mon Consulat à la Bibliothèque publique de Boston (je parle de l'ancienne bibliothèque publique et non du superbe bâtiment que nous admirons aujourd'hui). J'étais très jeune et Mademoiselle Amérique était plus jeune encore. Plus jeune? Je m'exprime mal, car l'Amérique rajouit de jour en jour : je veux dire seulement qu'elle était un peu trop neuve, un peu trop mouvementée pour son admirateur timide et légèrement ahuri. Depuis, j'ai vu bien des pays : il n'en est pas un dont le ciel, si nuageux soit-il, ne connaisse la lueur des quarante-huit étoiles. Maintenant, mon tour du monde est terminé et je reviens, plus mûr et plus sage, dans cette ville où j'avais autrefois commencé ma carrière diplomatique. La fortune a voulu que je sois l'hôte de Boston juste au moment où la Légion américaine, répondant à l'appel des morts, se prépare à traverser encore l'océan pour aller, « là-bas » encore, accomplir un pèlerinage qui, j'en suis persuadé, sera suivi de nombreux autres.

Lorsque, de nouveau, les légionnaires seront allés en France; lorsqu'ils auront revu, sous les champs couverts des moissons de septembre, les tranchées à moitié comblées d'Argonne et le cratère de Verdun; lorsqu'ils auront, de nouveau, cheminé de Château-Thierry à la Meuse, et de Saint-Mihiel au Rhin (où furent rompues, en 1918, sous la grande poussée, les lignes puissantes des armées allemandes); lorsqu'ils se seront inclinés sur les tombes des six grands cimetières américains : Bony, Thiaucourt, Belleau, Suresnes, Romagne, Fère-en-Tardenois, qu'ils ne s'attendent pas à rentrer dans leur pays natal sans être maintes et maintes fois interrogés. Des questions jailliront des morts vers les vivants, comme des vivants vers les morts :

Quel est le résultat du sacrifice?

Quel en est le sens?

Quel est l'équilibre final?

Tout ce sang, toutes ces souffrances, tout cet héroïsme, cette tension inouïe des corps et des âmes, à quoi ont-ils servi?

Eh bien, le résultat est écrit en lettres de feu, il est tracé en caractères ineffaçables sur la face de l'Europe et sur la face du monde. Mais il n'est pas celui qu'on lit lorsqu'on consulte les atlas ou les statistiques. Ce résultat sublime s'exprime par un seul mot, mais ce mot est suffisant, car il est des paroles qui sont plus vastes que le vaste monde lui-même! Le résultat des révolutions françaises, celui des années de combats et d'immenses effusions de sang s'exprime en trois mots : « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Je ne sais si je me trompe, mais il me semble que le résultat

de la grande Guerre s'exprimera par un mot seul : le mot américain *comradeship* (camaraderie). C'est précisément cette camaraderie qui donna aux chefs, aux pionniers, la force de se mettre à la tête des insurgés à l'époque de Washington, ou de conduire les habitants barbus du Nord, à l'époque d'Abraham Lincoln. La camaraderie ne se compose pas uniquement de paroles douces et de sentiments tendres. Je suis certain qu'entre les planteurs méridionaux et les colons septentrionaux, à l'époque de Washington, il y eut autant de heurts, de jurons cordiaux, de *damns*, de malédictions, qu'il en exista entre les Alliés et les Associés pendant la grande Guerre. La Camaraderie est, avant tout, l'art de supporter le compagnon parce qu'il a besoin de nous et que nous avons besoin de lui; parce que nous l'avons, dans un sens, « épousé pour les bons et pour les mauvais jours », ainsi que le dit le texte du mariage anglican; et parce qu'après tout, à l'heure du danger, nous le trouvons toujours à nos côtés, comme il nous trouve aux siens.

L'Amérique et la France sont les premières à avoir lancé l'idée de Camaraderie entre nations. Depuis cent cinquante ans, l'Amérique et la France savent qu'il y a des liens qui les unissent; elles savent qu'un bon service rendu, loin d'annuler les exigences antérieures, donne, tout au contraire, un véritable droit d'exiger d'autres bons services à l'avenir. Je ne suis pas certain qu'après la Guerre d'Indépendance, les Américains aient senti qu'ils avaient une obligation envers la France, mais je suis certain que l'Amérique savait très bien qu'à l'avenir il y avait, en France, quelque chose qui lui appartenait, quelque chose à laquelle personne n'avait le droit de toucher, sans que l'Amérique s'en émeuve. Eh bien, depuis la guerre de 1918, la France, à son tour, sent que quelque chose lui appartient en Amérique, qu'il existe actuellement, en Amérique, bien des fermes, des demeures, des villages, et des villes, sur lesquels les soldats des Etats-Unis ont donné à la France un droit héréditaire, surtout dans ce domaine spirituel de traditions, d'idées, de principes, d'espoirs et de croyances, où le présent pâlit et s'efface, entre le passé et l'avenir, et au-dessus duquel brille la lumière et la 49^e étoile!

Il est difficile de trouver une ressemblance précise entre l'Amérique, qui a le bonheur de se trouver paisiblement située entre deux océans, et la France qui s'efforce toujours de dégager son corps meurtri des fils de fer barbelés que représentent ses embarras financiers. Mais je dirai ce que disaient les soldats américains : « Perdons-nous courage? Non! » L'heure est incertaine, mais une heure de malentendu ne suffit pas pour effacer la mémoire des cent cinquante années d'efforts communs qui unissent les deux premières républiques d'Amérique et d'Europe, pour nous faire oublier, qu'après tout, le sang américain et notre sang ont été mêlés, que le sang de 70,000 jeunes hommes des Etats-Unis a été versé sur le sol de France, entre Reims et Les Vosges.

ANGLETERRE

La paix en Europe

D'après un article d'« Augur » : La paix en Europe, dans The Fortnightly Review, de septembre 1927.

Il est avéré aujourd'hui que dans l'été de 1914 le gouvernement allemand attachait de l'importance aux difficultés rencontrées par la Grande-Bretagne en Irlande et croyait que la situation irlandaise empêcherait l'Angleterre de prendre part alors à une guerre éventuelle en Europe. Erreur qui s'explique par ce fait que la mentalité allemande, si elle n'a pas sa pareille pour couper un cheveu en quatre, manque de cette puissance de raisonnement synthétique qui seule eût pu l'empêcher de juger la politique d'une nation étrangère à l'aide de règles arrêtées une fois pour

toutes. Eprise d'analyse, l'Allemagne est souvent incapable d'arriver à cette vue d'ensemble si caractéristique des processus de l'esprit latin. Des détails tels que le problème irlandais firent perdre de vue à l'Allemagne un fait autrement essentiel : la Grande-Bretagne se décidant en faveur de la guerre avec une relative rapidité, parce que... parce que l'opposition s'y montrait favorable.

Aujourd'hui, l'Europe veut la paix. Comme toujours, une pléiade d'incidents contradictoires et de considérations « de clocher » obscurcissent l'objet principal. Voyons les éléments dont il faut tenir compte si la paix européenne doit être maintenue et affermie.

C'est l'entente entre l'Angleterre et la France qui reste la base de la paix. Point n'est besoin de parler de son utilité du point de vue des intérêts britanniques. Chaque fois que de quelque côté on veut modifier le *statu quo* continental, inéluctablement, on commence par essayer de détacher ces deux Puissances l'une de l'autre. En Allemagne, l'Entente sert d'appui à la république dans la lutte que celle-ci poursuit contre l'extrémisme de droite comme de gauche. Dans les Balkans, elle est la base même de la paix. Grâce à l'Entente, l'Angleterre est à même de jouer le rôle d'avocat de la paix dans la Méditerranée et ainsi de suite.

Passons à l'Allemagne. Le traité de Versailles prévoit les trois opérations politiques suivantes : 1^o liquidation de l'état de guerre; 2^o période au cours de laquelle le Reich serait mis à l'épreuve tout en réparant les dommages causés par la guerre; 3^o retour de l'Allemagne dans le concert des nations sur un pied d'égalité, conformément aux termes du pacte de la S. D. N. Il s'agit à l'heure actuelle de savoir à quel point l'Allemagne a été sincère en adhérant aux principes démocratiques inscrits dans le *Covenant*. L'alliance contre nature des éléments réactionnaires d'Allemagne avec Moscou empêchait jusqu'ici de reconnaître cette sincérité. Heureusement que divers indices démontrent que les partisans d'une orientation occidentale l'emportent lentement à Berlin : changement qui est la conséquence de considération d'ordre pratique empêchant les Allemands de continuer à s'appuyer sur le roseau moscovite. Le changement lui-même n'en doit pas moins être salué avec satisfaction et les diverses réclamations qu'éleva l'Allemagne (révision du plan Dawes, occupation rhénane), devront être reconnues comme équitables. Car elles ont toutes trait aux restrictions imposées par le traité de paix à titre provisoire pour la période de « probation ».

Malheureusement, étant donné que l'impression prévalant en Allemagne que la franche coopération de celle-ci est indispensable pour la résurrection économique de l'Europe, elle en profite, pour insister avec véhémence sur diverses réclamations n'ayant rien à voir avec les restrictions provisoires de Versailles. Telle est, notamment, la question du corridor polonais. Ce corridor a détruit l'unité géographique de l'Allemagne; il n'a pas nu aux liens économiques rattachant la Prusse orientale au reste du Reich. Si un couloir allemand se substituait au corridor polonais, la Pologne pâtirait d'une telle situation bien plus que n'en souffre à l'heure actuelle cette Prusse orientale qui est la citadelle des hobereaux nationalistes.

La Pologne est une grande puissance dans l'Europe de nos jours. Aucune solution ne peut intervenir dans l'Est européen en dehors d'elle ou contre elle. Etat de choses qui a tout l'air de devoir perdurer. La seule chose qui manque à la Pologne, c'est une consécration par le grand public du rang par elle occupée, c'est là une lacune que les années qui se suivent comblent bien vite. On ne voit pas dès lors pourquoi à la dernière session du Conseil de la S. D. N., le délégué polonais n'a pas été invité à assister aux entretiens privés entre les principaux délégués, entretiens qui roulaient sur les relations avec Moscou. Absence qui a rendu ces entretiens irréels.

Si la Pologne est une grande puissance, l'Europe ne peut plus lui dicter ses volontés et lui présenter des décisions toutes arrêtées d'avance; elle est l'égale de l'Allemagne et celle-ci doit renoncer à tout espoir d'exercer à son égard — fût-ce dans cette question du corridor — une contrainte quelconque, soit en recourant directement à la violence, soit en tâchant de gagner les sympathies d'autres Etats. En tous cas, la politique britannique à l'égard de Varsovie devra toujours s'inspirer du principe : « La Pologne est une grande puissance ».

La fierté que la Pologne pourra ressentir à cette occasion devra être tempérée d'un puissant sentiment du devoir. Une grande puissance ne saurait rester isolée des affaires internationales; elle

a, de ce fait, des responsabilités internationales; elle doit tenir compte des intérêts du groupe d'Etats dont elle fait partie. Noble obligation. En attendant, l'opinion mieux informée devient, sous la pression des faits — argument irrésistible à la longue — de plus en plus favorable à la Pologne.

Les désordres de Vienne, bien que locaux, ont derechef donné du relief à la question de l'*Anschluss*. Les quelques hommes d'Etat qui existent en Europe Centrale n'ont eu garde du reste de le perdre de vue. Ils croient peu à ce qu'on raconte du peu de désir qu'aurait le Reich de s'annexer l'Autriche et se guident sur la formule que le *Wilhelmstrasse* laisse parfois échapper au sujet de ses intentions réelles en la matière : « Attendre le moment où la chose se fera naturellement d'elle-même. » Cette lenteur allemande n'est pas pour rassurer les Tchèques et autres nations danubiennes : un danger différé n'est-il pas un péril cent fois plus grand? Quoiqu'on puisse penser du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne à un moment où le Reich serait de nouveau membre de la communauté européenne sur un pied d'égalité parfaite, il est certain qu'en ce moment, comme l'a formulé un des maîtres de la diplomatie moderne : « *L'Anschluss*, c'est la guerre ».

Cependant, le gouvernement tchèque se rend compte que pour combattre les tendances *anschlussistes*, un veto ne suffit pas; qu'un plan « constructif » quelconque s'impose qui soit assez attrayant pour faire oublier aux Autrichiens leurs sympathies berlinoises. Le docteur Benes voudrait donc offrir à l'Autriche sinon un *Zollverein* du moins un système d'avantages économiques aptes à la retenir dans le giron de l'Europe Centrale. Car les barrières douanières élevées par les nouveaux Etats avec une énergie féroce n'ont nullement été un bienfait sans mélange; et il a été constaté en conséquence que, monstruosité politique, la monarchie des Habsbourg avait eu cependant le droit d'exister en tant qu'unité économique se suffisant à elle-même. Deux obstacles s'opposent néanmoins à une reconstruction rapide : les relations existant entre le Hongrie et les voisins, la façon dont ses intérêts essentiels sont envisagés par l'Italie.

Pour ce qui est de la première de ces deux questions, « Augur » estime, tout comme M. Wickham Steed, que les problèmes en litige entre la Hongrie et ses voisins ne sauraient être ni discutés, ni — à plus forte raison — résolus aussi longtemps que les relations réciproques restent aussi peu satisfaisantes qu'elles le sont à l'heure actuelle.

Pour ce qui est de l'Italie, d'une part appréhendant de voir renaître son ancienne ennemie, l'Autriche-Hongrie, sous telle forme ou telle autre, elle a jusqu'ici employé toute son influence pour empêcher dans la vallée du Danube une coopération même économique; de l'autre, elle craint de voir l'Allemagne sur le Brenner et de ce fait s'opposer à l'*Anschluss* : Attitude qui peut — et devra — cependant se modifier sous la pression des circonstances.

La question d'Europe Centrale est un excellent exemple du danger des idées préconçues. C'est là le domaine de la *fashionable notion* quant au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. A moins d'admettre celui des 2 millions de Juifs new-yorkais de se proclamer colonie palestinienne, Woodrow Wilson n'avait vraisemblablement pas compris ce principe d'auto-détermination de la même façon que l'ont fait les hommes politiques d'Europe. N'aurait-il pas songé seulement à proclamer le droit essentiellement démocratique de tous les citoyens à l'association, en vue d'être traités de façon équitable? De là à l'auto-détermination — fétiche il y a loin. Affirmer que l'Etat moderne est édifié intégralement sur l'unité raciale c'est ignorer le véritable état de choses qui règne non seulement en Europe mais dans le monde tout entier.

Catholiques belges

Soutenez notre effort

d'Apostolat intellectuel